

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Volume 1 de 1

Questions
RG01 à RG70

TABLE DES MATIÈRES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Numérotation des fiches de réponse du Ministère

*** : Voir l'annexe de la table des matières

G01	RG01	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :</p> <p>a) les endroits et dates de départ et de retour;</p> <p>b) la copie des programmes et rapports de mission;</p> <p>c) les personnes rencontrées;</p> <p>d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);</p> <p>e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;</p> <p>f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;</p> <p>g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;</p> <p>h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none">• les détails de ces ententes;• les résultats obtenus à ce jour; <p>i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.</p>
G02	RG02	<p>Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :</p> <p>a) les raisons du déplacement;</p> <p>b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;</p> <p>c) les coûts ventilés;</p> <p>d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.</p>
G03	RG03	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :</p> <p>a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;</p> <p>b) les noms des firmes de publicité retenues;</p> <p>c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>d) le but visé par chaque dépense;</p> <p>e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;</p> <p>f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.</p>
G04	RG04	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :</p> <p>Par le cabinet ministériel :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>d) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p> <p>Par le ministère ou l'organisme :</p> <p>e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;</p> <p>f) le but visé par chaque dépense;</p> <p>g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement;</p> <p>h) si l'événement s'est tenu virtuellement.</p> <p>Par un professionnel ou par une firme externe :</p> <p>i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;</p> <p>j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;</p>

		<p>k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;</p> <p>m) le but visé par chaque dépense;</p> <p>n) le nombre total et liste d’événements, ventilés par type d’événement;</p> <p>o) si l’événement s’est tenu virtuellement.</p>
G05	RG05	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l’organisme :</p> <p>a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d’événement;</p> <p>b) le but recherché par chaque dépense;</p> <p>c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p> <p>Données par un professionnel ou une firme externe :</p> <p>d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;</p> <p>e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;</p> <p>f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);</p> <p>g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s’il y a lieu;</p> <p>h) le but visé par chaque dépense;</p> <p>i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.</p>
G06	RG06	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d’octroi du contrat;</p> <p>e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>f) l’échéancier;</p> <p>g) dans le cas d’un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.</p>
G07	RG07	<p>Liste détaillée de tous les appels d’offres publics du ministère ou de l’organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b) la grille d’évaluation des soumissions;</p> <p>c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;</p> <p>d) le délai entre la publication de l’appel d’offres et l’octroi du contrat;</p> <p>e) le cas échéant, les appels d’offres annulés en cours de route et la raison de l’annulation.</p>
G08	RG08	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :</p> <p>a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d’un ministère ou d’un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</p> <p>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale);</p> <p>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l’embauche de ces consultants;</p> <p>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</p> <p>e) une description de son mandat;</p> <p>f) la date de début de son contrat;</p> <p>g) la date prévue de fin de son contrat;</p> <p>h) sa rémunération annuelle.</p>
G09	RG09	<p>Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet;</p> <p>b) la nature du projet;</p> <p>c) l’échéancier initial (et revu s’il y a lieu);</p> <p>d) le montant initialement prévu pour l’ensemble du projet;</p> <p>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</p> <p>f) les coûts engendrés jusqu’à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</p> <p>g) l’estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</p>

		<p>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu’à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d’octroi, le montant et les dates;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu’à ce jour;</p> <p>j) le nombre d’employés (ETC) affectés à ce projet;</p> <p>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d’un organisme, d’une société ou d’une entreprise relevant du ministère :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l’organisme et les firmes externes pour ces consultants. <p>l) indiquer si l’étude d’opportunité évaluant les possibilités qu’offre le logiciel libre a été réalisée, comme l’exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.</p> <p>m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.</p>
G10	RG10	<p>Concernant l’hébergement de données en infonuagique, fournir :</p> <p>a) les coûts estimés par année :</p> <p>b) les coûts totaux réels pour l’hébergement de données;</p> <p>c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;</p> <p>d) la liste des fournisseurs;</p> <p>e) une copie du plan de déploiement.</p>
G11	RG11	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l’autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :</p> <p>a) la photocopie;</p> <p>b) le mobilier de bureau;</p> <p>c) l’ameublement;</p> <p>d) la décoration et l’embellissement, incluant les œuvres d’art et les frais pour l’entretien des plantes;</p> <p>e) le distributeur d’eau de source;</p> <p>f) le remboursement des frais de transport;</p> <p>g) le remboursement des frais d’hébergement;</p> <p>h) le remboursement des frais de repas;</p> <p>i) le remboursement des frais d’alcool et de fêtes;</p> <p>j) l’ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec;</p> <p>II. b) à l’extérieur du Québec.</p>
G12	RG12	<p>De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l’autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <p>a) le coût des contrats téléphoniques;</p> <p>b) le coût des frais d’itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l’organisme;</p> <p>c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l’organisme;</p> <p>d) les coûts de résiliation, s’il y a lieu;</p> <p>e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);</p> <p>f) le coût d’acquisition des appareils;</p> <p>g) le coût d’utilisation des appareils;</p> <p>h) les noms des fournisseurs;</p> <p>i) les ordinateurs portables;</p> <p>j) les iPad ou autre type de tablette électronique.</p>
G13a	***	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :</p> <p>a) le nombre et la répartition, par tranches d’âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus.</p>
G13b	***	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :</p> <p>b) le nombre et la répartition, par tranches d’âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour</p>

		chaque catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins.
G13c	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
G13d	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d’emploi.
G13e	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : e) le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
G13f	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
G13g	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d’emploi.
G13h	RG13h	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
G13i	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : j) l’évolution des effectifs réguliers par catégorie d’emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
G13j	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : k) l’évolution du nombre d’employés bénéficiant d’un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
G13k	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : l) le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie;
G13l	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

		n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
G13m	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : o) le nombre d’employés permanents et temporaires.
G13n	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
G13o	RG13o	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d’emploi.
G13p	***	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : r) L’effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.
G13q	RG13q	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) pour l’année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d’ETC non comblés, ventilé par région.
G14a	***	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2022-2023 et les prévisions pour l’année 2023-2024 de : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées.
G14b	RG14b	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2022-2023 et les prévisions pour l’année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
G14c	RG14c	Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l’année 2022-2023 et les prévisions pour l’année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
G15	RG15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1 ^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l’espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d’année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
G16	RG16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l’organisme en 2022-2023, fournir : a) La liste des actifs excédentaires inoccupés; b) La valeur estimée de ceux-ci; c) Les coûts d’entretien annuel; d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

G17	RG17	<p>Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :</p> <p>a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.</p>
G18	RG18	<p>Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :</p> <p>a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</p>
G19	RG19	<p>Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.</p>
G20	RG20	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2023-2024.</p>
G21	***	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2023-2024.</p>
G22	***	<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2022-2023, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2023-2024.</p>
G23	RG23	<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme;</p>

		c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l’assignation initiale; e) l’assignation actuelle; f) la date de l’assignation hors structure; g) la date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).
G24	RG24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service. Ventiler le montant total par catégorie.
G25	RG25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l’achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’événements sportifs et culturels, les billets d’événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d’un club privé ou autre.
G26	RG26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l’existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »); g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines. h) la fréquence moyenne de mise à jour; i) le responsable du contenu sur le site.
G27	RG27	Pour 2022-2023, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d’hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
G28	RG28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d’ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre. f) l’objet; g) les dates.
G29	***	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
G30	***	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l’année financière 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024.
G31	RG31	L’inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu’ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l’année 2023-2024.

G32	***	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du Trésor pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.
G33	RG33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
G34	RG34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.
G35	RG35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
G36	RG36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
G37	***	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
G38	***	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2022-2023 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2023-2024. Pour chacun de ces programmes existants en 2022-2023, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2023-2024, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
G39	***	Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
G40	RG40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
G41	***	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
G42	RG42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnelles auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.
G43	RG43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) La date; b) La nature; c) Les questions posées; d) Les réponses;

		<p>e) La firme retenue;</p> <p>f) Les coûts.</p>
G44	RG44	<p>Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :</p> <p>a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;</p> <p>b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.</p>
G45	RG45	<p>Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.</p>
G46	RG46	<p>Au sujet du transfert d’emplois gouvernementaux en région :</p> <p>a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l’organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;</p> <p>b) Nombre d’emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l’organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d’origine et la région de destination;</p> <p>c) Nombre d’emplois transférés en région depuis le 1^{er} octobre 2018.</p>
G47	RG47	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure : e) Plan d’action à l’égard des personnes handicapées 2021-2024.</p>
G48	RG48	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure :</p> <p>h) Plan d’action de développement durable.</p>
G49	RG49	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure :</p> <p>l) Plan d’action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022.</p>
G50	***	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenue dans les plans d’actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure :</p> <p>oo) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.</p>
G51	RG51	<p>Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l’organisme :</p> <p>a) Nombre total d’employés au sein du ministère ou de l’organisme;</p> <p>b) Nombre d’employés au total en ayant bénéficié;</p> <p>c) Nombre d’employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;</p> <p>d) Proportion de l’effectif total du ministère ou de l’organisme en ayant bénéficié;</p> <p>e) Nombre d’employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.</p>
G52	RG52	<p>Sommes dépensées par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l’achat de matériel requis pour le télétravail.</p>
G53	RG53	<p>Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l’organisme en 2022-2023 :</p> <p>a) Les sommes dépensées;</p> <p>b) Le nombre de demandes au Programme d’aide aux employés (PAE) ;</p> <p>c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.</p>
G54	RG54	<p>Pour tout contrat accordé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :</p> <p>a) Copie du contrat;</p> <p>b) Date de fin prévue du contrat;</p> <p>c) Valeur prévue du contrat;</p> <p>d) Sommes dépensées à ce jour.</p>

G55	RG55	<p>Pour tout contrat accordé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d’une firme de consultation :</p> <p>a) Copie du contrat; b) Date de fin prévue du contrat; c) Valeur prévue du contrat; d) Sommes dépensées à ce jour.</p>
G56	RG56	<p>Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.</p> <p>a) Nombre de stagiaires reçus; b) Heures de stages effectuées; c) Rémunération totale déboursée.</p>
G57	RG57	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans
G58	RG58	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.
G59	***	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.
G60	***	Indiquer les dépenses encourues en vue de l’implantation du nouveau régime de dotation découlant de l’adoption du projet de loi 60 de la 42 ^e législature.
G61	RG61	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.
G62	RG62	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.
G63	RG63	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.
G64	RG64	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.
G65	***	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.
G66	RG66	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d’octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l’objet d’une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l’article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>a) le nombre d’autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l’objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l’objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.</p>
G67	RG67	<p>Nombre de demandes d’accès à l’information par ministère et organisme en 2022-2023 :</p> <p>a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d’accès à l’information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l’article; c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.</p>
G68	RG68	<p>Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.</p>
G69	RG69	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.
NRG	RG70	<p>Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l’organisme contenues dans les plans d’action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l’état d’avancement de la mesure :</p> <p>dd) Plan d’action pour valoriser la pratique d’activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027</p>

Étude des crédits 2023-2024 Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR1	PLQ-4	Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024 ; b) les noms des firmes de publicité retenues ; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ; d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes ; e) le but visé par chaque dépense; f) le rapport de statistique sur la portée et la clientèle visée. Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.	Répondue par la réponse à la question 3
NR2	PLQ-7 PQ-6	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Répondue par la réponse à la question 5
NR3	PLQ-15m PQ-16l	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Répondue par la réponse à la question 13i
NR4	PQ-17c	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2022-2023 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Répondue par la réponse à la question 14a
NR5	PLQ-19	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Répondue par la réponse à la question 16
NR6	PLQ-22 PQ-19	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Répondue par la réponse à la question 17
NR7	PLQ-28 PQ-25	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2023-2024.	Répondue par la réponse à la question 13o
NR8	PLQ-29 PQ-26	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2023-2024, par mission.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR9	PLQ-34 PQ-31	Nominations, pour 2022-2023, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.	Répondue par la réponse à la question 6
NR10	PLQ-52	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la question 37
NR11	PLQ-70	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Répondue par la réponse à la question 6
NR12	PLQ-71	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Répondue par la réponse à la question 6
NR13	PLQ-72	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) Liste des contrats; b) Nom du fournisseur; c) Montant déboursé.	Répondue par la réponse à la question 6
NR14	QS-1	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR15	QS-2	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Répondue par la réponse à la question 13q
NR16	QS-9	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Répondue par la réponse à la question 6
NR17	QS-13	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 53
NR18	QS-16	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 15
NR19	QS-25	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Répondue par la réponse à la question 38
NR20	QS-26	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Répondue par la réponse à la question 13i
NR21	PQ-11	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Répondue par la réponse à la question 6
NR22	PLQ-49a	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR23	PLQ-49b PQ-53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR24	PLQ-49c	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR25	PLQ-49d	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	Répondue par la Société du Plan Nord
NR26	PLQ-50 PQ-54	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	Répondue par le ministère de la Justice
NR27	PLQ-64a	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR28	PLQ-64b	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR29	PLQ-64c	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : c) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR30	PLQ-64d	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : d) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable

Étude des crédits 2023-2024
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR31	PLQ-64f	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR32	PLQ-64g	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Famille
NR33	PLQ-64i	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action des services publics d'emplois 2022-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR34	PLQ-64j	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action en économie numérique.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR35	PLQ-64k	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR36	PLQ-64m	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique
NR37	PLQ-64n	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR38	PLQ-64o	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR39	PLQ-64p	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR40	PLQ-64q	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR41	PLQ-64r	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR42	PLQ-64s	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 «Faire plus, faire mieux».	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR43	PLQ-64t	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes aînées.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR44	PLQ-64u	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes.	Répondue par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
NR45	PLQ-64v	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR46	PLQ-64w	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR47	PLQ-64x	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR48	PLQ-64y	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR49	PLQ-64z	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR50	PLQ-64aa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR51	PLQ-64bb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR52	PLQ-64cc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025.	Répondue par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie
NR53	PLQ-64dd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027.	Répondue par le ministère des l'Éducation
NR54	PLQ-64ee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR55	PLQ-64ff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges».	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR56	PLQ-64gg	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie.	Répondue par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
NR57	PLQ-64hh	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs

Étude des crédits 2023-2024			
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR58	PLQ-64ii	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan pour une agriculture durable 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR59	PLQ-64jj	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan pour une économie verte 2020-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR60	PLQ-64kk	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR61	PLQ-64II	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : II) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR62	PLQ-64mm	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Politique culturelle du Québec.	Répondue par le ministère de la Culture et des Communications
NR63	PLQ-64nn	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme.	Répondue par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme
NR64	PLQ-64pp	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance ».	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR65	PLQ-64qq	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR66	PLQ-64rr	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR67	PLQ-64ss	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ss) Stratégie d'aménagement durable des forêts.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR68	PLQ-64tt	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR69	PLQ-64uu	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.	Répondue par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NR70	PLQ-64vv	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Stratégie maritime 2015-2030.	Répondue par par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR71	PLQ-64ww	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois.	Répondue par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec
NR72	PLQ-64xx	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie nationale de production de bois.	Répondue par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts
NR73	PLQ-64yy	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.	Répondue par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NR74	PLQ-64zz	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR75	PLQ-64aaa	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR76	PLQ-64bbb	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR77	PLQ-64ccc	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR78	PLQ-64ddd	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2017-2022.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR79	PLQ-64eee	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie
NR80	PLQ-64fff	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations.	Répondue par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec"
NR81	QS-5	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes
NR82	QS-6	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec les Autochtones. a) Fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	Répondue par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit
NR83	QS-7	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NR84	QS-8	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	Répondue par le ministère de la Sécurité publique

Étude des crédits 2023-2024			
Demande de renseignements généraux - questions non répondues et motif			
# demande non-répondue NR	# demande initiale des partis d'opposition	Questions 2023-2024 non répondues	Motif
NR85	QS-17	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	Répondue par le ministère de la Justice
NR86	PQ-9	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	Répondue par le ministère de la Santé et des Services sociaux
NR87	PQ-45	Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NR88	PQ-50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR89	PQ-51	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2022-2023 et prévisions pour 2023-2024.	Répondue par le ministère des Transports et de la Mobilité durable
NR90	PQ-52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	Répondue par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs
NR91	PLQ-15h PQ-16g	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR92	PLQ-15s	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : t) le nombre de griefs syndicaux reçus par direction;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR93	PLQ-18	Estimation des besoins en superficie du ministère ou de l'organisme pour l'année financière en cours et pour les cinq prochaines années compte tenu de l'activité réalisée en télétravail.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR94	PLQ-38 PQ-36	La liste des ententes et leur nature, signées en 2022-2023 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR95	PLQ-54	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2022-2023 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR96	PLQ-56	La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR97	PLQ-57	Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer : a) La date ; b) La nature ; c) Les participants ; d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR98	PLQ-61	Tout portrait de l'empreinte carbone du ministère ou l'organisme réalisé en 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR99	PLQ-63	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR100	PLQ-65	Toute action, note, ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en application de l'analyse différenciée selon les sexes (ADS+)	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR101	PLQ-66	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de l'électrification des transports.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR102	PLQ-67	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR103	PLQ-68	Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR104	QS-3	Nombre de postes dont le titulaire habituel est absent en raison d'un manque de places en service de garde.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR105	QS-18	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR106	QS-20	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR107	QS-23	Indiquer le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR108	PQ-47	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NR109	PQ-55	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2022-2023, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34)¶	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour ;
- b) la copie des programmes et rapports de mission ;
- c) les personnes rencontrées ;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.) ;
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission ;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage ;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés ;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes ;
 - les résultats obtenus à ce jour ;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.

RÉPONSE

Veuillez consulter le tableau ci-dessous concernant la liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information>.

En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45 des renseignements généraux.

Voyages hors Québec								
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coûts				Total
				Hébergement	Transport	Repas	Autre	
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	2022-04-04 au 2022-04-07	Première rencontre des chefs et des assistants-chefs de mission des Jeux d'hiver du Canada de 2023	Eric Pilote, conseiller en sport	1 072,39 \$	66,41 \$	44,20 \$	39,29 \$	1 222,29 \$
Welland (Ontario)	2022-05-02 au 2022-05-05	Deuxième rencontre des chefs et des assistants chefs de mission des Jeux du Canada 2023 (SC-60379)	Richard Gamache coordonnateur de l'équipe sport – Chef de mission de la délégation		716,98 \$			716,98 \$
Régina (Saskatchewan)	2022-07-04 au 2022-07-07	Participation à la 119 ^e réunion du comité consultatif des sous-ministre de l'éducation (CCSME) et à la 110 ^e réunion du Conseil des ministres de l'éducation du Canada (CMEC) (SC-62106)	Alain Sans Cartier, sous-ministre Nicolas Mazellier, sous-ministre adjoint Marie-Eve Laviolette, cheffe d'équipe des relations extérieures, Pierre Anne Turmel, conseillère en affaires intergouvernementales	458,42 \$	2 068,34 \$	297,15 \$	30,86 \$	2 854,77 \$
Régina (Saskatchewan)	2022-07-04 au 2022-07-07	Participation à la Commission administrative et financière (CAF) de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (CONFEMEN), ainsi qu'à d'autres rencontres parallèles.	Josée Arsenault Marie-Laure Tremblay Sarah Watine Invités du MEQ : Martin Lagacé du Conseil en éducation des Premières Nations Victoria Riverain de Pessamit	305,62 \$	149,21 \$	88,10 \$	44,99 \$	587,92 \$

Voyages hors Québec								
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coûts				Total
				Hébergement	Transport	Repas	Autre	
Niagara Falls (Ontario)	2022-08-03 au 2022-08-08	Participation à la Conférence des ministres fédéraux, provinciaux, territoriaux (FPT) responsables du sport, de l'activité physique et du loisir, à la Cérémonie d'ouverture des Jeux d'été du Canada et à certaines épreuves sportives mettant en vedette des athlètes québécois. (SC-62839).	Alex Poulin, chef de cabinet de la ministre déléguée à l'Éducation, Josée Lepage, sous-ministre adjointe au loisir et sport par intérim, Eric Pilote, conseiller en sport	3 537,50 \$	3 116,74 \$	332,89 \$	102,96 \$	7 090,09 \$
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	2022-10-06 au 2022-10-07	Participation au congrès annuel et au comité d'orientation stratégique de l'Association canadienne d'éducation de langue française (SC-64184).	Jade Henry Casey, conseillère en affaires intergouvernementales	955,89 \$	1 091,40 \$		345,00 \$	2 392,29 \$
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	2022-10-17 au 2022-10-21	Deuxième rencontre des chefs et des assistants-chefs de mission des Jeux d'hiver du Canada de 2023 (Jeux).	Éric Pilote, conseiller en sport	696,28 \$	929,91 \$	55,43 \$	52,39 \$	1 734,01 \$
Toronto (Ontario)	2022-12-13 au 2022-12-15	Participation du MEQ à la 120 ^e rencontre du Comité consultatif des sous-ministres de l'éducation du CMEC (SC-64623)	Nicolas Mazellier, sous-ministre adjoint (remplacement de Mme Carole Arav, sous-ministre), Marie-Ève Laviolette, cheffe d'équipe des relations extérieures	570,31 \$	3 305,86 \$	171,99 \$	78,56 \$	4 126,72 \$

Voyages hors Québec								
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coûts				Total
				Hébergement	Transport	Repas	Autre	
Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	2023-02-15 au 2023-02-20	Participation à la Conférence des ministres fédéraux, provinciaux et territoriaux (FPT) responsables du sport, de l'activité physique et du loisir et à la Cérémonie d'ouverture des Jeux d'hiver du Canada. (SC-65214)	Isabelle Charest, ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Nadia Talbot, directrice de cabinet de la ministre responsable du Sport, du Loisir et du Plein air, Josée Lepage, sous-ministre adjointe au sport, au loisir et au plein air, Ariane Martin-Ouellet, adjointe exécutive de la sous-ministre adjointe au sport, au loisir et au plein air, Richard Gamache, coordonnateur de l'équipe « sport »		2 929,68 \$			2 929,68 \$

Voyages Hors-Canada								
Destination	Dates	Objet du déplacement	Employé	Coûts				Total
				Hébergement	Transport	Repas	Autre	
Dakar (Sénégal)	2022-06-18 au 2022-06-27	Participer à la rencontre de la Commission administrative et financière (CAF) de la Conférence des ministres de l'éducation des états et gouvernement de la francophonie	Sarah Watine, conseillère en affaires internationales	647,08 \$	2 957,67 \$	235,69 \$	499,86 \$	4 340,30 \$
Dakar (Sénégal)	2022-10-28 au 2022-11-04	Participation à diverses rencontres avec des acteurs clés du domaine de l'éducation au Sénégal et en Côte d'Ivoire	Caroline Davoine, directrice Marc-Alexandre Gagnon, conseiller en affaires internationales	3 568,24 \$	9 617,22 \$	601,12 \$	355,50 \$	14 142,08 \$
Tachkent (Ouzbékistan)	2022-11-11 au 2022-11-19	Participation à la conférence mondiale sur l'éducation et la protection de la petite enfance de l'UNESCO	Caroline Davoine, directrice	1 285,33 \$	4 775,19 \$	690,69 \$	22,50 \$	6 773,71 \$
Dakar (Sénégal)	2023-01-30 au 2023-02-04	Participation à une rencontre du bureau de la Conférence des ministres de l'éducation des états et gouvernement de la francophonie (CONFEMEN)	Mélanie Guilmette, conseillère en affaires internationales (correspondante nationale CONFEMEN)		2 929,68 \$			2 929,68 \$

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024****Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédits carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage;
- g) pour les organismes, le nom des dirigeants et des fonctionnaires concernés;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, et, le cas échéant :
 - les détails de ces ententes
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emploi estimé.

RÉPONSE**Participation au Colloque national 2022 de CICan sur la mobilité et la réussite étudiantes**

- a) Halifax, Nouvelle Écosse, du 24 au 28 avril 2022.
- b) Colloque national 2022 du CICan sur la mobilité et la réussite étudiantes
- d) Montant assumé par le CSE : 1 256,35 \$ pour l'année 2022-2023 (billet d'avion au montant de 437,61 \$ payée dans l'année financière 2021-2022). Total de 1 693,96 \$.
- e) Maryse Lassonde, présidente du Conseil supérieur de l'éducation.

Participation à la rencontre annuelle de l'EUNEC (European Network of Education Councils)

- a) La Haye, Pays-Bas du 12 au 19 juin 2022
- b) Séminaire Are our education systems fit for the future?
- d) Montant assumé par le CSE : 8 647,21 \$
- e) Maryse Lassonde, présidente du Conseil supérieur de l'éducation et Marie-Josée Larocque, secrétaire générale.

Tournée « Prise de poste » de la nouvelle présidente du Conseil supérieur de l'éducation

- a) Paris, France et Bruxelles, Belgique du 17 au 24 septembre 2022.
- b) Tournée « Prise de poste »
- d) Montant assumé par le CSE : 8 245,68 \$
- e) Monique Brodeur, présidente du Conseil supérieur de l'éducation et Marylène Germain, directrice des communications et de l'administration.

Participation à la Semaine mondiale de la Francophonie scientifique

- a) Le Caire, Égypte du 22 au 30 octobre 2022.
- b) Semaine mondiale de la Francophonie scientifique
- d) Montant assumé par le CSE : 7 703,88 \$
- e) Monique Brodeur, présidente Conseil supérieur de l'éducation et Marie-Josée Larocque, secrétaire générale.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). <https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45 des renseignements généraux.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2022-2023 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) le montant dépensé pour l'achat de crédit carbone visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre générées par le voyage
- g) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- h) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- i) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;

RÉPONSE

a) Metro Toronto Convention Center (Toronto) : départ : 5 mars 2023 Retour : 8 mars 2023

b) <https://www.pdac.ca/convention/programming>

d) 1516,98 \$

e) Christine Duchesneau, présidente-directrice générale

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut national des mines en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18). <https://inmq.gouv.qc.ca/transparence>

En ce qui concerne la sous-question f), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans la réponse à la question 45 des renseignements généraux.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc..

RÉPONSE

But du déplacement	Itinéraire	Date	Montant global
Activités publiques	Montréal – Rouyn-Noranda – Montréal	Du 2022-04-18 au 2022-04-19	1 575,45 \$

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 18) : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information>.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024****Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2022-2023 :

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉPONSE

- a) Participation au Colloque national 2022 de CICan sur la mobilité et la réussite étudiantes
 - b) Avion – Montréal / Halifax du 24 au 28 avril 2022
 - c) Le coût pour les frais de transports ainsi que les frais de voyages : 1 693,96 \$
 - d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
-
- a) Participation à la rencontre annuelle de l'EUNEC (European Network of Education Councils)
 - b) Avion – Montréal / Amsterdam du 11 au 19 juin 2022
 - c) Le coût pour les frais de transport ainsi que les frais de voyages : 5 329,95 \$
 - d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
-
- a) Tournée « Prise de poste » de la nouvelle présidente du Conseil supérieur de l'éducation
 - b) Avion – Montréal / Paris du 16 septembre au 16 octobre 2022.
 - c) Le coût pour les frais de transport ainsi que les frais de voyages : 2 973,97 \$
 - d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
-
- a) Participation à la Semaine mondiale de la Francophonie scientifique
 - b) Avion – Montréal / Caire du 22 au 31 octobre 2022.
 - c) Le coût pour les frais de transport ainsi que les frais de voyages : 4 149,17 \$
 - d) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

<https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d’organismes pour 2022-2023:

- a) les raisons du déplacement
- b) l’itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

RÉPONSE

Déplacements par transport aérien en 2022-2023

a)	b)			c)
But et objet du déplacement	Itinéraire	Départ	Retour	Coûts
Conférence État du Fer + CA de l’INMQ + CA CSMO-Mines	Val-d’Or - Québec	15 mai 2022	20 mai 2022	1655,71 \$
Consultations planification stratégique	Val-d’Or - Sept-Îles	30 mai 2022	1 ^{er} juin 2022	1771,63 \$
Rencontre avec le MERN – Mme Camden et Mme Barnard et implication dans le PQVMCS	Val-d’Or - Québec	27 sept. 2022	28 sept. 2022	1268,70 \$
Salon de l’éducation à Montréal – Uniquement le retour a été fait en avion. L’aller a été fait en voiture	Val-d ’Or-Montréal	12 octobre 2022	14 octobre 2022	877,99 \$
Cérémonie de prestation des serments – Conseil des ministres et rencontre avec SCT	Val-d’Or - Québec	20 oct. 2022	21 oct. 2022	1762,73 \$
CA CSMO-Mines + CA INMQ – Cabinet MEQ	Val-d’Or - Québec	5 déc. 2022	8 déc. 2022	1483,80 \$
Rencontre ministre MEQ B. Drainville - CCMM	Val-d’Or - Québec	13 fév. 2022	15 fév. 2022	1578,30 \$
Rencontre SCT	Val-d’Or - Québec	28 fév. 2022	2 mars 2022	1524,86 \$

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 17)

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

RÉPONSE

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information>

En ce qui concerne les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ils peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 , et les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

<https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site du Conseil supérieur de l'éducation. <https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/> Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2022-2023 les prévisions pour 2023-2024;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) le but visé par chaque dépense;
- e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Institut national des mines en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 par. 24) <https://inmq.gouv.qc.ca/transparence>

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et est diffusée mensuellement sur le site de l'Institut national des mines. <https://inmq.gouv.qc.ca/transparence> Pour les contrats de 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement.
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Conférences de presse prises en charge par la Direction générale des communications

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Annonce pour le dévoilement de perspectives pour nouvelles écoles et de la nouvelle école de Cowansville	Cowansville	4 avril 2022	MTESS	Sonorisation	4 010,46 \$
			Enterprise Sainte-Catherine	Location de voiture	
			Rapport de frais	Déplacement employé	
Annonce - Programme d'aide financière pour les sentiers et les sites de pratique d'activités de plein air (PAFSSPA)	Saint-Philémon	8 avril 2022 – événement annulé	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	289,18 \$
			MTESS	Sonorisation	
Dévoilement des perspectives et pelletée de terre - École Victor-Cormier à La Sarre, CSS Lac-Abitibi	La Sarre, Abitibi	19 avril 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	3 223,18 \$
			Duoson	Sonorisation	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Annonce LS	Ville-Marie	25 avril	MTESS	Sonorisation	4 062,15 \$

PARIFS - annulée par le cabinet		2022			
Annonce de l'augmentation des honoraires des artistes participant aux projets élaborés dans le cadre du programme La Culture à l'école	Longueuil	25 avril 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 641,40 \$
			Duoson	Sonorisation	
			Patrick Deslandes	Photographe	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Annonce nouvelle école CSS Patriotes - Centre administratif	Roberval	25 avril 2022	MTESS	Sonorisation	3 160,25 \$
Annonce PAFIRS - Construction d'un nouveau pavillon des loisirs à Labelle	Labelle	29 avril 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 546,93 \$
			MTESS	Sonorisation	
Activité de presse concernant le dépôt du Rapport du comité québécois sur le développement du hockey	Québec	5 mai 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	5 402,35 \$
			Louise Leblanc	Photographe	
			Encore	Sonorisation	
Annonce PAFIRS - construction d'un nouvel aréna à Magog	Magog	6 mai 2022	MTESS	Sonorisation	6 605,11 \$
			Budget location auto	Location de voiture	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Annonce accessibilité - Centrale d'équipement	Québec	13 mai 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 427,77 \$
			MTESS	Sonorisation	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Annonce de Nouvelle génération d'écoles - École secondaire Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	17 mai 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 167,66 \$
			MTESS	Sonorisation	
Annonce accessibilité - Partage des infrastructures	Montréal	30 mai 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 802,34 \$
			Duoson	Sonorisation	
Stratégie visant à valoriser, attirer et mobiliser le personnel du réseau scolaire (incluant les mesures 2020-2021 du budget)	École La Ribambelle, Beauport, Québec	31 mai 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 973,61 \$
			MTESS	Sonorisation	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Annonce du Programme	Sherbrooke	6 juin 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et	3 715,79 \$

d'aide financière pour les programmes pédagogiques particuliers (PPP), diminution des critères d'admissibilité				communiqué *	
			MTESS	Sonorisation	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Annonce régionale PQI Capitale-Nationale	Québec	10 juin 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 430,16 \$
			Jean Rodier	Photographe	
			MTESS	Sonorisation	
Annonce régionale PQI Outaouais	Gatineau	21 juin 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 296,01 \$
			CSS Marguerite-Bourgeoys	Sonorisation	
Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec	Montréal	21 juin 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	2 702,36 \$
			Duoson	Sonorisation	
			Parc Olympique	Location de salle	
Inauguration de la Maison du loisir et du sport	Montréal	15 décembre 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 901,05 \$
			Duoson	Sonorisation	
			Budget location auto	Location de voiture	
			Hôtel Dauphin Longueuil	Hébergement	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Mesures hivernales 2023 - Accès quotidiens gratuits dans les parcs nationaux de la Sépaq	Granby	19 décembre 2022	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 207,06 \$
			Duoson	Sonorisation	
Annonce – Priorités du ministre	Laval	26 janvier 2023	CNW Telbec	Émission des avis, rappel et communiqué *	1 774,88 \$
			Duoson	Sonorisation	

Cérémonies de remise de prix

Cérémonie de remise des Prix de reconnaissance en lecture et Prix Étincelles	Montréal	27 mai 2022	Studio PQM	Sonorisation	17 822,63 \$
			Simon Boulerice	Service d'animation	
			Omer Deserres	Encadrement	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
Cérémonie de l'Ordre de l'Excellence	Québec	31 mai 2022	Firme Hugue Pomerleau	Service d'animation	86 469,55 \$
			Déplacement employé	Rapport de frais	
			Pierre Soulard	Photographe	
			Côté Fleur côté	Fleuriste	

			couleur		
			LG Chabot	Impression	
			Cossette	Placement média	
			Productions Guillaume Renaud	Musiciens	
			Quai du Cap Blanc	Location de salles	
			Traiteur Deux gourmandes	Service de traiteur	
			Lambert Distribution	Sonorisation	
Cérémonie du Prix Dollard-Morin	Québec	25 novembre 2022	Manège-militaire	Location de salles	49 557,15 \$
			Traiteur Georges V	Traiteur	
			Expert’ ease	Sonorisation	
			Jacinthe Taillon	Service d’ animation	
			Jean Rodier	Photographe	
			Productions musicales Guillaume Renaud	Musiciens	
			Maude Alie	Rédactrice	
Cérémonie de remise des prix de reconnaissance Essor 2022	Québec	5 décembre 2022	Impression et autres		23 326,48 \$
			Musée national des beaux-arts du Québec	Location de salles	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
			Groupe Je Reçois	Traiteur	
			Frédéric Cloutier	Service d’ animation	
			Studio PSO	Capsule vidéo	

Autres évènements

Webinaire Bien-être à l’école	Événement virtuel	20 mai 2022	Escouade Multimédia	Audiovisuel	10 200 \$
			Alpha traduction	Traduction	
10e anniversaire de la Table sur le mode de vie physiquement actif (TMVPA) et TQSA	Présence à un événement	15 juin 2022	Solotech	Audiovisuel	12 008,76 \$
			Séminaire de Québec	Location de salle	
			Mylène Paquette	Conférencière	
			Le Vaisselier	Location de vaisselle	
			Deux Gourmandes Traiteur	Traiteur + Achat de moût de pommes	
Rencontre du personnel du MEQ	Amphithéâtre Daniel-Johnson Québec	4-5-6 octobre 2022	Solotech	Sonorisation	4 195 \$
			MTESS	Location mobilier	
Journée du numérique en éducation	Centre des congrès de Québec	4 novembre 2022	Centre des congrès	Location de salles	117 052,76 \$
			Fanslab	Plateforme numérique	
			Parlons virtuel	Régie virtuelle	

			Encore Global	Sonorisation	
			Traiteur-Capital	Traiteur	
			Groupe ETR	Impression	
Rencontre nationale sur les services en formation professionnelle et formation générale des adultes (SARCA-SEC)	Centre des congrès de Lévis	2 février 2023	Centre des congrès	Location de salles	92 029,40 \$
			Expert’ease	Sonorisation	
			Eklosion	Service d’animation	
			Nancy Audet et Nadia Rousseau	Conférenciers	
			Centre des congrès	Traiteur	
Rencontre avec les employés	Montréal	2 février 2023	Duoson	Sonorisation	4 887,19 \$

Colloques et congrès

Colloque des directeurs généraux et directrices générales du réseau scolaire	Centre des congrès de Québec	25 mai 2022	Traiteur Capital HRS	Traiteur	26 522,22 \$
			Encore Global	Sonorisation	
			Eklosion	Service d’animation	
			Déplacement employé	Rapport de frais	
			Louise Leblanc	Photographe	
			Centre des congrès	Location de salles	
Salon de l’immigration 2022	Montréal	25 et 26 mai 2022	Immigrant Québec	Location d’un kiosque et	18 802,45 \$
			MTESS	Logistique	
			Cossette	Placement média	
			Impressions BourgRoyal	Encarts	
			Total		
Salon de l’emploi et de la formation continue	Montréal	5 et 6 octobre 2022	L’Événement Carrières National inc.	Location d’un kiosque	1 150,00 \$
Salon national de l’éducation et Foire de l’emploi	Montréal	13 et 14 octobre 2022	INEO	Location d’un kiosque	19 720,00 \$

Objets promotionnels

Objet	Lieu	Date	Fournisseur	Mandat	Dépenses par événement
Jeux du Canada 2022 et 2023	Québec	23 septembre 2022	MALGA emblème	Épinglettes Jeux de Canada Île-du-Prince Édouard 2023	5 543, 75
Prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin	Québec	1 ^{er} novembre 2022	LES ENTREPRISES J. MONTMINY inc.	Épinglettes souvenir et boîtiers	777,15 \$

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation a organisé une rencontre de la permanence du type « Lac-à-l'épaule » le 20 octobre 2022 (en présence) pour un montant de 2 386,79 \$ dans le cadre de la révision de son plan stratégique et de l'arrivée de la nouvelle présidente durant l'été 2022
Photographe : Marc-Antoine Hallé : 910,00 \$

Plénière du 20 avril 2023 : Autobus Fleur de Lys : 1 131,93 \$
Cet événement annuel étant prévu pour avril 2023, les autres frais liés à l'organisation et à la tenue de l'événement seront imputés au budget 2023-2024. L'événement se déroulera en mode hybride.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément :

Par le cabinet ministériel :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- d) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par le ministère ou l'organisme :

- e) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- f) le but visé par chaque dépense;
- g) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- h) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Par un professionnel ou par une firme externe :

- i) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- m) le but visé par chaque dépense;
- n) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;
- o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

RÉPONSE

g) Événements		h) Évènement virtuel ou non	
	e) Sommes dépensées en 2022-2023	f) but visé	
Colloque annuel de l’Institut national des mines	45 527,36\$	Présentation des résultats préliminaires des travaux de l’organisation	Hybride
2 Conférences de presse	4 130,64\$	Présentation des nouvelles recherches de l’Institut national des mines	Hybride et en rediffusion
Visite d’une délégation marocaine (1 ^{er} novembre au 4 novembre 2022)	3 674\$	Visite dans le cadre d’une entente internationale en lien avec la formation minière.	Présentiel

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement ;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024 ;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications ;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) ;
- g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu ;
- h) le but visé par chaque dépense ;
- i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.

RÉPONSE

La Direction générale des communications n'a engagé aucune dépense pour des formations de communication organisées par le Ministère, un professionnel ou une firme externe pour l'année financière 2022-2023.

L'information en réponse à cette question est diffusée sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information>

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

RÉPONSE

- a) Un montant de 4 999,00 \$ a été dépensé en 2022-2023 pour une formation interactive personnalisée sur l'art de la communication claire et du design d'information.
- b) But de la formation en communication : Offrir une formation personnalisée et adaptée à la réalité du Conseil afin de développer les compétences en écriture.
- g) En Claire Service-Conseil inc.

L'information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphes 22 et 23).
<https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par l’organisme

- a) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

Données par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2022-2023 et les prévisions pour 2023-2024;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d’octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

NOM DE LA FORMATION OU DE L’ACTIVITÉ	a)Coût d’inscription	g)fournisseur	b)but
Organisés par l’organisme			
Aucune			
Données par un professionnel ou une firme externe			
Les bons coups en communication interne au ministère des Transports et de la Mobilité durable	0 \$	Secrétariat à la communication gouvernementale	En apprendre davantage sur les pratiques de communication interne dans un ministère.
Étude de cas d’une campagne réussie	0 \$	Secrétariat à la communication gouvernementale	Comprendre par une étude de cas, l’élaboration et la mise en œuvre d’une importante stratégie de communication pour informer, sensibiliser et mobiliser différents publics.
Concevoir des campagnes numériques autrement	0 \$	Secrétariat à la communication gouvernementale	Vision des stratégies de communication par Desjardins.
Conception innovante : de découverte à diffusion	0 \$	Ministère du conseil exécutif	Comprendre comment concevoir de nouvelles idées jusqu’à sa diffusion
Rédaction épïcène	0 \$	Secrétariat à la communication gouvernementale	Assurer un équilibre dans la représentation des hommes et des femmes dans les textes.

L’information fournie en réponse à cette question est en partie incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l’organisme en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23).
<https://inmq.gouv.qc.ca/transparence>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Les réponses sont présentées dans le tableau en annexe.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique, et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

Liste des contrats inférieurs à 25 K\$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
9149-8329 Québec inc.	Location de salles pour l'événement des Services d'accueil, de référence, de conseil et d'accompagnement	23 450,00 \$
9198-1118 Québec inc. (Segma Recherche)	Évaluation postcampagne publicitaire - Campagne de valorisation de l'activité physique	12 425,00 \$
9200-2708 Québec inc. (Studio P.S.O.)	Production audiovisuelle d'environ douze minutes présentant les gagnants des prix de reconnaissance Essor pour diffusion Facebook et production de 15 capsules audios et vidéos	8 500,00 \$
Abel, Yves (002)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement, de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Alie, Maude	Rédaction des portraits pour les lauréats Dollard-Morin	2 160,00 \$
Arseneau, Rosianne (enseignement)	Contribution à l'élaboration d'épreuves de français et d'anglais, langues secondes, pour la formation générale des adultes (FGA)	12 960,00 \$
Asselin, Caroline (004)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement, de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Association des conseillères et des conseillers pédagogiques du Québec	Développement de dimensions de la compétence numérique au colloque de l'Association des Conseillères et des Conseillers Pédagogiques du Québec	10 000,00 \$
Bédard, Marie-Josée (enseignement maternel, primaire et secondaire)	Mise à jour d'instruments d'évaluation en éducation physique et à la santé	7 000,00 \$
Bédard, Sylvie (015)	Analyse, sur le plan des aspects matériels, du matériel didactique soumis à l'approbation du ministre de l'Éducation	6 192,00 \$
Bennett-Stonebanks, Melanie	Recherche et rédaction pour trois (3) articles de blogue et l'enregistrement d'un balado	3 500,00 \$
Bertrand, Fanny	Correction de l'épreuve ministérielle de français langue d'enseignement de 5e secondaire	9 700,00 \$
Bérubé, Christine (004)	Révision des épreuves uniques de mathématiques	18 000,00 \$
Bouchard, Éric (014)	Validation de la traduction des textes en anglais de l'épreuve ministérielle en montage de câbles et de circuits	1 375,00 \$
Bouchard, Gilles (024)	Collaboration à la configuration de la plateforme de gestion des épreuves numériques en vue de sa mise en œuvre	5 747,25 \$
Boulanger, Annie (005)	Production d'une illustration originale et inédite dans le cadre d'une épreuve ministérielle en français, langue d'enseignement	3 000,00 \$
Brais, Annie (002)	Révision de la correction des épreuves uniques de sciences physiques	17 875,00 \$
Brochu, Sylvie (006)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Brodeur, Véronique (003)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	2 402,40 \$
Bussey, Pamela	Collaboration à la création d'outils d'évaluation pour l'épreuve unique de 5e secondaire en anglais, langue enseignement	7 500,00 \$
Cabinet de relations publiques National inc., Le	Atelier « Rôle de porte-parole », colloque des directeurs généraux du réseau scolaire	7 473,38 \$
Cantin, Line (analyste)	Analyste en règlement de sécurité	22 000,00 \$
Canty-Homier, Julie	Soutien à l'élaboration des épreuves en français, langue seconde	1 100,00 \$
Capital HRS inc.	Logistique pour la rencontre des DG au Centre de congrès de Québec	11 522,86 \$
Caplette Charette, Simon	Participation au comité de sélection des œuvres du Répertoire culturel INFLUX	8 898,00 \$
Carbonneau, Stéphanie	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Carle, Anne-Marie	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	5 035,00 \$
Centre d'animation, de dév. et de recherche en éducation [CADRE]	Diffusion de la formation « Contexte de repas » sur la plateforme de formation du Centre d'animation, de développement et de recherche en éducation	23 000,00 \$
Centre de congrès de Saint-Hyacinthe (9343-0114 Québec inc.)	Location de salle pour la Journée du numérique en éducation	15 700,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Centre de documentation pour le sport [SIRC]	Consultation virtuelle auprès des partenaires du milieu sportif québécois en vue du renouvellement de la Politique canadienne du sport	5 000,00 \$
Centre pour l'Intelligence Émotionnelle en Ligne, Le [Le Ciel]	Bien-être numérique : Sensibilisation avec les futur(e)s enseignant(e)s au secondaire	20 754,00 \$
Chabot, Caroline (006)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Charron, Geneviève (005)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	2 813,00 \$
Chénier, François	Validation de la traduction des textes en anglais du programme d'intervention en criminologie	1 100,00 \$
Clark, Joanne	Transcription technique d'enregistrements audio et vidéo de langue anglaise pour les épreuves uniques du programme enrichi d'anglais, langue seconde	4 599,00 \$
Cloutier, Ève (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	3 600,00 \$
Cloutier, Frédéric (009)	Animation pour la cérémonie des Prix Essor	3 695,62 \$
Collège d'Enseignement Général et Prof. François-Xavier Garneau	Formations diverses	8 000,00 \$
Compugen inc.	Renouvellement du soutien technique et d'entretien annuel des serveurs Dell et IBM	10 920,00 \$
Conseil des Ministres de l'Éducation, Canada	Financement supplémentaire à la cotisation annuelle prévue par les provinces et territoires canadiens afin de permettre aux Registraires de l'agrément du personnel enseignant Canada (RAPEC)	16 173,43 \$
Coones, Amber	Collaboration et soutien à la passation et à la correction de l'épreuve en anglais, langue d'enseignement, et rédaction du document d'information	2 192,25 \$
Corbin, Nicole	Transfert d'expertises en science et technologie à la formation générale des jeunes	5 000,00 \$
Côté, Kévin (002)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement, de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Courchesne, Danièle (consultante en littérature jeunesse)	Moyens pour outiller le réseau scolaire au regard de l'enseignement de la grammaire et du vocabulaire au moyen de la littérature jeunesse en contexte d'intégration linguistique, scolaire et sociale et de français, langue seconde	3 041,00 \$
Couture, Geneviève (002)	Révision de la correction des épreuves uniques de mathématiques	18 000,00 \$
Couture, Marilyn	Membre du Comité-conseil sur l'évaluation des ressources didactiques (CCERD)	1 726,00 \$
Covalence Conseils inc.	Conseiller en optimisation de processus ceinture verte	24 500,00 \$
Dann, Patricia	Collaboration à la création et à l'évolution des épreuves uniques de la 5e secondaire pour le programme d'anglais, langue d'enseignement	2 500,00 \$
Davies, Wendy (002)	Contribution à la vérification de l'équivalence des épreuves numériques ministérielles de mathématique, au primaire et au secondaire, dans les deux langues, soit les versions françaises et anglaises	3 100,00 \$
DCE-Designs en curriculum et evaluation inc.	Création, mise en œuvre et coordination d'un centre de correction et de la grille d'évaluation de la 5e secondaire en anglais langue enseignement	5 000,00 \$
Décoste, Régis	Élaboration de l'instrumentation ministérielle pour le programme d'études professionnelles Extraction de minerai	15 000,00 \$
Dionne, Françoise (002)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Dionne, Valérie (004)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Directions on Microsoft	Services de soutien à la prise de décision pour les produits Microsoft	5 145,00 \$
Diversité culturelle d'ici (Moussouni, Salima)	Mise en œuvre d'un projet pilote dans le cadre de la mesure Concours artistique Voix migrantes en milieu scolaire du Plan d'action jeunesse	6 000,00 \$
Donnelly, Jamie	Participation à des travaux de validation et d'adaptation de documents afférents à l'élaboration d'épreuves en anglais, langues secondes (ALS), de RAC à partir des documents de français, langue secondes (FLS), en formation générale	11 000,00 \$
Doucet, Julie (004)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	8 760,00 \$
Drouin, Sylvie (008)	Correction de l'épreuve ministérielle de français, langue d'enseignement de 5e secondaire	9 700,00 \$
Duhamel, Lyne (enseignement maternel, primaire et secondaire)	Mise à jour d'instruments d'évaluation en éducation physique et à la santé	7 000,00 \$
Dussault, Daniel (006)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Eason, Thomas	Collaboration à la création et à l'évolution des épreuves uniques de la 5e secondaire pour le programme d'anglais, langue d'enseignement	2 500,00 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Cohorte 6 du Programme de formation pour les chefs d'équipe et coordonnateurs	21 250,00 \$
Encore Global Events [Canada] ULC	Logistique pour la rencontre des DG au Centre de congrès de Québec	6 935,20 \$
Erdos, Caroline	Collaboration à la réalisation de la troisième séance d'information portant sur les interventions préventives à l'éducation préscolaire	3 600,00 \$
Escouade multimédia inc.	Service de webdiffusion du webinaire Bien-être	8 800,00 \$
ESI Technologies de l'information inc.	Renouvellement du soutien technique et de l'entretien du produit IBM Serveur S924	5 952,30 \$
Estivalezes, Mireille	Membre du Comité-conseil sur l'évaluation des ressources didactiques (CCERD)	1 876,00 \$
Evision inc.	Renouvellement en mode SAAS du service de gestion des subventions à la recherche au collégial (Astuce) en mode infonuagique	24 600,00 \$
Fanslab (9344-5880 Québec inc.)	Plateforme pour la Journée du numérique en éducation	20 000,00 \$
Fédération québécoise des activités sub-aquatiques	Révision du Règlement sur la qualification en plongée subaquatique récréative - Phase 2	15 000,00 \$
Fédération Québécoise du Loisir en Institution	Administration de l'aide financière au transport pour des sorties de plein air auprès de la clientèle hébergée	10 000,00 \$
Fleming, Dean	Validation des <i>Preparation Booklet</i> et des guides de correction des versions DEF de l'épreuve du cours ENG-5101-1	1 250,00 \$
Fondation Tekkie-Mamu	Activités en littéracie numérique dans la communauté de Pessamit	23 000,00 \$
Fortin, Édith (002)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Fortin, Marianne (002)	Graphisme pour les épreuves ministérielles d'anglais, langue seconde	22 000,00 \$
Fortin, Michel (030)	Validation de la traduction des textes en anglais pour des épreuves du programme de Ferblanterie	1 100,00 \$
Fournier, Marie-Joëlle (services spécialisés de design)	Création d'illustrations pour les lauréats des prix Étincelle et de la carte Étincelle	6 940,00 \$
Fujitsu Conseil [Canada] inc.	Renouvellement du programme de maintenance Macroscopie pour trois (3) ans en infonuagique	21 346,50 \$
Gagné, Manon (004)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Gagnon, Carolane (autres services spécialisés)	Préparation et conception de matériel multimédia dans des documents de présentation (diaporamas, notes ou rapports) dans le cadre des travaux MEQ-	15 750,00 \$
Gagnon, Patrick (003)	Membre du Comité-conseil sur l'évaluation des ressources didactiques (CCERD)	1 332,00 \$
Galves-Soto, Miguel-Angel	Supervision d'une équipe de correcteurs lors la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Gaumont, Louis-Philippe	Validation d'une traduction en langue anglaise des épreuves en carrosserie	1 100,00 \$
Georges V Gestionnaire du MMVQ	Location de la salle pour l'événement Dollard-Morin 2022	5 795,02 \$
Georges V Services traiteur et banquets inc., Le	Service de traiteur pour l'événement Dollard-Morin 2022	17 108,00 \$
Gesto, Tanya	Soutien à l'élaboration des épreuves en français, langue seconde	5 300,00 \$
Gignac, Lynn (002)	Archivage, classement et épuration des dossiers à la Direction des ressources matérielles et de la gestion contractuelle	5 600,00 \$
Giguère, Serge (009)	Membre externe du comité d'audit interne	13 526,00 \$
Gilbert-Wade, Clément	Validation d'une traduction en langue anglaise du programme de Mécanique de véhicules lourds	1 925,00 \$
Girard, Geneviève (007)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	5 280,00 \$
Goetz, Hélène	Participation au comité de consultation des épreuves de français, langue seconde	4 564,00 \$
Gosselin, Mireille (002)	Analyse, sur le plan des aspects pédagogiques, du cours en formation à distance pour le programme d'études Mathématiques - séquence sciences naturelles de 4e secondaire	2 150,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Groupe vision compétence	Étude, analyse et propositions nécessaires pour permettre le développement adéquat des programmes d'études en formation professionnelle en incluant les notions en matière d'électrification des transports	22 000,00 \$
Hamel, Stéphane (004)	Rôle de soutien à titre d'assistant au chef de mission de la délégation du Québec en vue de la préparation des Jeux d'été du Canada Niagara 2022	7 500,00 \$
Hebertcommunication	Services de conception graphique et de multimédia pour le RÉCIT	12 000,00 \$
Hendrick-Hallet, Émilie (002)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Hosson, Nathalie	Analyse, sur le plan des aspects pédagogiques, du cours en formation à distance pour le programme d'études Mathématiques - séquence sciences naturelles de 4e secondaire	2 150,00 \$
Hôtel Château Laurier Québec	Hébergement des récipiendaires, du comité de sélection et des présidents des organisations partenaires, stationnements, service d'accueil et de réunion dans le cadre du prix du bénévolat en loisir et en sport Dollard-Morin	9 000,00 \$
Hôtel Palace Royal (Hôtel Palace Royal inc.)	Location de salle pour la Journée des cadres	7 737,00 \$
Huard, Marie-Andrée (architecte-paysagiste)	Finalisation du contenu du répertoire de bonnes pratiques d'aménagement, complément au guide Aménager la cour, un travail d'équipe!	20 000,00 \$
IEA - International association évaluation Ed. Achievement	Participation en tant qu'entité de référence pour Tendances de l'enquête internationale sur la mathématique et les sciences (TEIMS) 2023	18 000,00 \$
IEA - International association évaluation Ed. Achievement	Participation en tant qu'entité de référence pour Tendances de l'enquête internationale sur la mathématique et les sciences (TEIMS) 2023	18 000,00 \$
Imprimerie sociale [1994] inc.	Impression Brochures Active pour la vie - Activité physique et grossesse	6 701,00 \$
Insleay, Allan	Validation de la traduction des textes en anglais du programme Technologie du génie électrique et contrôle	1 650,00 \$
Institut de leadership en gestion inc.	Leadership et habiletés de direction - Formation certifiante	5 995,00 \$
Iron Mountain Canada Operations ULC	Renouvellement de l'entreposage des cartouches de copies de sécurité dans un environnement contrôlé	24 500,00 \$
ITI inc.	Soutien technique et entretien des numériseurs Kodak	12 394,00 \$
ITI inc.	Renouvellement du soutien technique et d'entretien des composants réseau BROCADE	14 016,00 \$
Jacques, Guylaine (004)	Participation au comité de sélection des œuvres du Répertoire culturel INFLUX	8 898,00 \$
Jafralie, Sabrina	Membre du Comité-conseil sur l'évaluation des ressources didactiques (CCERD)	2 400,00 \$
Jean, Lyne (003)	Soutien à la Direction du sport, du loisir et de l'activité physique dans l'exécution de tâches de nature administrative	15 000,00 \$
Joncas, Catherine	Participation au processus de consultation des épreuves de français, langue seconde	3 734,00 \$
Kent, Anthony	Collaboration à la création d'outils d'évaluation pour l'épreuve unique de 5e secondaire en anglais, langue enseignement.	7 500,00 \$
Khalifa, Gasser	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Khrouf, Abdelkamal	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	2 340,00 \$
Kinsley, Eliane	Validation de la traduction des textes en anglais des épreuves ministérielles en ébénisterie	1 100,00 \$
Laberge, Ianie	Correction de l'épreuve ministérielle de français, langue d'enseignement, de 5e secondaire	9 700,00 \$
Lachaine, Francis	Soutien à l'élaboration des épreuves en français, langue seconde	5 300,00 \$
Lachance, Rita	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	6 776,25 \$
Lachance, Rita	Participation à l'élaboration des épreuves uniques d'écriture de 5e secondaire en français, langue d'enseignement	19 908,00 \$
Lahaise, Hélène (002)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement, de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Lamontagne, Monique (002)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Lampron, Kim	Participation aux travaux d'élaboration d'un minimum de 3 épreuves ministérielles en FGA et d'analyse du programme de mathématique en prévision de son actualisation	11 985,00 \$
Lanoue, Geneviève	Participation au comité de sélection des artistes du Répertoire Culture-Éducation	1 996,83 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Laurendeau, Nadia (002)	Évaluation, sur le plan des aspects pédagogiques, du matériel didactique soumis à l'approbation du ministre de l'Éducation	5 590,00 \$
Leblanc, Isabelle (010)	Membre du Comité-conseil sur l'évaluation des ressources didactiques (CCERD)	1 331,00 \$
LeBlanc, John (002)	Recherche et rédaction pour trois (3) articles de blogue et l'enregistrement d'un balado	3 500,00 \$
LeBoeuf, Christine	Participation aux comités d'élaboration de l'épreuve obligatoire au 3e cycle du primaire en anglais, langue d'enseignement, et travaux de préparation aux rencontres	2 000,00 \$
Leclerc, Jean (008)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Ledoux, Lucie (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	1 698,00 \$
Lepage, Johanne (005)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement, de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Lepage, Marie-Camille	Évaluation, sur le plan des aspects pédagogiques, du matériel didactique soumis à l'approbation du ministre de l'Éducation	3 784,00 \$
Lespérance, Catherine (002)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Lessard, Lyne (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	2 850,00 \$
Létourneau, Ève	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Linington, Erin	Validation de la traduction des textes en anglais de l'épreuve ministérielle en mécanique de machines fixes	1 100,00 \$
Linington, Erin	Validation d'une traduction en langue anglaise des épreuves ministérielles en mécanique de machines fixes	1 100,00 \$
Linovati inc.	Formation Ceinture noire LEAN SIX SIGMA - Formation certifiante	8 195,00 \$
Linovati inc.	Formation Ceinture verte LEAN SIX SIGMA - Formation certifiante	9 190,00 \$
Lizotte Médico-Experts	Expertises médicales dans le suivi de dossiers d'assurance traitement	24 000,00 \$
Logier-Paquette, Marie-Noëlle (002)	Inventaire des constituants du bien-être à l'école	21 833,00 \$
Lorrain, Simon (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Mac Design enr.	Graphisme du Rapport annuel de gestion du ministère de l'Éducation	3 000,00 \$
MacInnis, Jodie	Rédaction de 30 pistes pédagogiques au primaire pour Constellations en English Language arts au secondaire pour Constellations	7 500,00 \$
Maclean, Ashley	Participation aux travaux de rédaction des épreuves synthèses de 4e et 5e secondaire en anglais, langues secondes (ALS) de RAC, pour la formation générale des adultes (FGA)	11 310,00 \$
Maison des premières Nations inc.	Service de salles, traiteur et hébergement / 16e Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones	7 500,00 \$
Malenfant, Claude (002)	Analyse, sur le plan des aspects pédagogiques, du cours en formation à distance pour le programme d'études Sciences et technologie de 4e secondaire	2 150,00 \$
Maranda, Bruno (003)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	4 860,00 \$
Marcotte-Tambo, Sarah	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement, de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Marsan, Patrick	Validation d'une traduction en langue anglaise du programme de Fleuristerie	1 100,00 \$
Martel, Caroline (006)	Correction de l'épreuve ministérielle de français, langue d'enseignement, de 5e secondaire	9 700,00 \$
Martineau, Catherine (004)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	2 280,00 \$
Mc Donald, Caroline	Membre du Comité-conseil sur l'évaluation des ressources didactiques (CCERD)	3 920,00 \$
McDonald, Margaret	Collaboration à la création d'outils d'évaluation pour l'épreuve unique de 5e secondaire en anglais, langue enseignement	12 000,00 \$
McLaughlin, Allison	Collaboration à la création d'outils d'évaluation pour l'épreuve unique de 5e secondaire en anglais, langue enseignement	12 000,00 \$
Méthot, Sylvie (002)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Métivier, Michel (conseiller en gestion)	Services-conseils pour le soutien au démarrage des activités du dossier d'affaires du programme « Transformation numérique des services administratifs du réseau scolaire (TNSA) »	6 420,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Micro Focus Software [Canada] ULC	Renouvellement du soutien technique et de l'entretien des licences Vibe	10 352,98 \$
Migué, Rachel (002)	Participation à la correction d'un échantillon de copies numériques de l'épreuve unique de français, langue d'enseignement, de la 5e secondaire et validation du fonctionnement de l'outil de correction numérique	7 500,00 \$
Moisan, Philippe (004)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Momentum Technologies inc.	Formation APEX pour la Direction des systèmes d'information	14 000,00 \$
Morissette, Carl (002)	Membre du Comité-conseil sur l'évaluation des ressources didactiques (CCERD)	3 013,00 \$
Morrisette, Patricia (002)	Collaboration à la création d'outils d'évaluation pour l'épreuve unique de 5e secondaire en anglais, langue enseignement	7 500,00 \$
Mueller, Zita	Validation d'une traduction en langue anglaise du programme Technique d'éducation spécialisée	1 100,00 \$
Murray, Kathleen (002)	Recherche et rédaction pour trois (3) articles de blogue et l'enregistrement d'un balado	3 500,00 \$
Nesbitt, Suzanne	Révision et assurance qualité des versions anglaise et française du rapport sur l'oralité pour garantir l'uniformité du ton, du contexte et de la clarté	2 000,00 \$
Nimble Information Strategies inc.	Soutien technique et maintenance de deux (2) numériseurs de microfiches ScanPro 3000	5 700,00 \$
Nolin, Raymond	Accompagnement du réseau scolaire et soutien à l'équipe des programmes d'études de Mathématique pour le primaire	15 000,00 \$
O'Reilly, Julie	Interprétation de textes pour enregistrements de documents audio des épreuves uniques en anglais, langue seconde	3 900,00 \$
Origin Enquêtes technico-légales inc.	Réponses aux demandes prévues au contrat portant sur les dommages subis par le Centre de services scolaire de la Rivieraine à l'école Le Rucher	12 600,00 \$
Panet, Jean-Michel	Participation aux comités de consultation des épreuves uniques, pour les trois séquences (Culture, société et technique (CST), Sciences naturelles (SN) et Technico-sciences (TS)), et obligatoires de 6e année du primaire en mathématique, aux comités de réflexion sur les épreuves numériques et à l'élaboration de questions pour les épreuves obligatoires du primaire	14 000,00 \$
Paradoxx productions multimédia inc.	Production de deux capsules d'animation (motion design) liées à la formation professionnelle et à la formation générale des adultes	19 400,00 \$
Parlons Données inc.	Service de logistique pour la journée du numérique en éducation qui aura lieu le 4 novembre 2022	18 255,00 \$
Patrice Jacques et Claudette Martineau s.e.n.c.	Validation de la traduction des textes en anglais du programme Culture et citoyenneté québécoise - programme secondaire	1 375,00 \$
Patry, Martin (003)	Collaboration à la configuration de la plateforme de gestion des épreuves numériques en vue de sa mise en œuvre	5 747,25 \$
Payant, Caroline Anne (conseillère)	Analyse des tâches d'écriture des épreuves ministérielles de français, langue seconde	6 000,00 \$
Pellerin, Audrey (004)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	3 780,00 \$
Pelletier, Paul (004)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Perreault, Catherine (007)	Correction de l'épreuve ministérielle de français, langue d'enseignement, de 5e secondaire	9 700,00 \$
Perreault, Judith (002)	Contribution à la définition des modalités de mise à l'essai d'une épreuve d'écriture en français, langue d'enseignement, et correction de textes d'élèves	2 000,00 \$
Perreault, Judith (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Perreault, Judith (002)	Participation à l'élaboration des épreuves uniques d'écriture de 5e secondaire en français, langue d'enseignement	19 908,00 \$
Pierre Dagesse Graphiste	Élaboration des cartes d'époque, des schémas et des graphiques pour les épreuves ministérielles en histoire du Québec et du Canada	16 400,00 \$
Pitney Bowes du Canada Ltée	Soutien technique et entretien de la plieuse-inséreuse	8 356,63 \$
Poirier, Pascale (002)	Participation à élaboration de dispositifs de reconnaissances des acquis et des compétences (RAC) pour évaluer le niveau de développement de compétence en littératie, en numératie et en environnement technologique	8 000,00 \$
Postes Canada	Accès à la banque de données sur les adresses et les codes postaux	7 300,00 \$
Poulin, Simon Mathias	Préparation de documents pour les projets pilotes de CCQ	2 100,00 \$
Pouliot, Luc (005)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	16 000,00 \$
Powell, Michelle	Collaboration et soutien à la passation et à la correction de l'épreuve en anglais, langue d'enseignement, et rédaction du document d'information	1 481,25 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
PQM.net	Services techniques audiovisuels lors des Prix Étincelle en lecture	13 785,75 \$
Précicom Technologies inc.	Renouvellement du service de soutien technique et d'entretien des composants Fortinet EMS	16 195,00 \$
Presentia inc.	Service de gestion des comblements de postes (APEL 2.0) en mode infonuagique	21 100,00 \$
Productions Expert'ease inc., Les	Logistique pour l'événement Dollard-Morin	10 404,40 \$
Productions Marc Durand inc., Les	Couverture journalistique vidéo de la délégation du Québec aux Jeux d'hiver du Canada 2023, tenus à l'Île-du-Prince-Édouard	18 900,00 \$
Productions musicales Guillaume Renaud, Les	Musicien lors de la cérémonie de Dollard-Morin	1 650,00 \$
Productions musicales Guillaume Renaud, Les	Musicien lors de la cérémonie Ordre de l'excellence en éducation	2 010,00 \$
Protocole - Trophées d'exception inc.	Conception et création de 25 trophées, dont 23 personnalisés pour l'événement Dollard-Morin 2022	8 855,00 \$
Proulx, Lise (007)	Soutien à l'élaboration des épreuves en français, langue seconde	1 100,00 \$
Quevillon-Lacasse, Claude	Moyens pour outiller le réseau scolaire au regard de l'enseignement de la grammaire et du vocabulaire au moyen de la littérature jeunesse en contexte d'intégration linguistique, scolaire et sociale et de français, langue seconde	3 041,00 \$
Rehel, Richard	Validation de la traduction des textes en anglais du programme d'études Extraction de minerai	1 100,00 \$
René de Cotret, France (002)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Réseau action TI	Participation de 20 personnes du Secteur de la transformation numérique et des ressources informationnelles à la JIQ	6 200,00 \$
Richard, Marie-Josée (006)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Roman, Aurelia	Recherche permettant à la CELA de commenter le mémoire du Conseil supérieur de l'éducation (CSE) intitulé Revenir à la normale? Surmonter les vulnérabilités du système éducatif face à la pandémie de COVID-19	12 000,00 \$
Rousseau, Pascale (003)	Soutien du réseau scolaire au regard des élèves immigrants nouvellement arrivés en situation de grand retard scolaire	8 145,00 \$
Ruddick, Ryan	Collaboration à la création et à l'évolution des épreuves uniques de la 5e secondaire pour le programme d'anglais, langue d'enseignement	2 500,00 \$
Saba, Terry	Collaboration à l'élaboration de l'épreuve obligatoire au 3e cycle du primaire en anglais, langue d'enseignement	10 500,00 \$
Saboundjian, Rita	Soutien du réseau scolaire au regard des élèves immigrants nouvellement arrivés en situation de grand retard scolaire	8 145,00 \$
Samountry, Nicole	Soutien au développement des compétences « S'adapter à son milieu » au primaire et « S'intégrer au milieu scolaire et à la société québécoise » au secondaire du programme Intégration linguistique, scolaire et sociale	8 000,00 \$
Sansom-Hibbs, Larissa	Rédaction de 30 pistes pédagogiques au primaire pour Constellations en English Language Arts au secondaire pour Constellations.	7 500,00 \$
Savage, Nancy	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Savage, Nancy	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	20 000,00 \$
Savard, Lyne (consultante)	Poursuite de la révision du programme d'études Prévention des dépendances	5 250,00 \$
Service National des sauveteurs inc.	Création d'une boîte à outils pour promouvoir la mesure de gratuité	23 190,00 \$
Services Makila inc.	Réalisation d'un projet pilote pour mesurer l'état des lieux de l'expérience des candidats du ministère de l'Éducation	24 500,00 \$
Simon, Sarah	Collaboration à la création d'outils d'évaluation pour l'épreuve unique de 5e secondaire en anglais, langue enseignement	1 747,89 \$
Société du Centre des Congrès de Québec	Location pour la Rencontre sur le développement du sport du Québec 2023	7 600,00 \$
Société du Centre des Congrès de Québec	Location de salles pour la Journée du numérique en éducation qui aura lieu le 4 novembre 2022	19 700,00 \$
Softinov innovations logicielles inc.	Plateforme pour la correction des épreuves de production écrite Mezur	22 750,00 \$
Solotech inc.	Installation des équipements de visioconférence et audiovisuel	23 250,00 \$
Solutions logiciels Micro Focus Canada Cie.	Renouvellement du soutien technique et d'entretien des licences du produit Quality Center	24 523,63 \$
Solutions Necando inc.	Configuration de la solution OPTIM en infonuagique	23 000,00 \$
Solutions TRIMA inc.	Accès à des tests psychométriques en ligne et aux rapports d'interprétation	2 300,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Speakers' Spotlight Inc.	Présentation d'une conférence de M. Sébastien Sasseville dans le cadre de la Journée des gestionnaires du ministère de l'Éducation, le 8 septembre 2022	5 000,00 \$
SteriSurgery Expertise inc.	Validation d'une traduction en langue anglaise du programme de traitement des dispositifs médicaux	1 650,00 \$
St-Onge, Julie (005)	Contribuer à l'élaboration d'épreuves obligatoires de la fin du 3e cycle du primaire en français, langue d'enseignement	11 198,25 \$
St-Onge, Marilyne (002)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Supremex inc.	Impression de 55 000 enveloppes pour le retour des épreuves ministérielles	13 000,00 \$
SUSE Software Solutions Canada ULC	Renouvellement du service de soutien technique et d'entretien pour SUSE Linux Enterprise Server for X86	14 842,80 \$
Sylvain, Lina	Élaboration d'un cadre de référence en littératie familiale	20 250,00 \$
Syntell inc.	Rehaussement du système S3iGRH afin d'être migré en infonuagique	22 000,00 \$
Systèmes et Services d'Interprétation LMB inc., Les	Services d'interprète afin de permettre à des représentants de nations autochtones diverses ainsi qu'à des membres des gouvernements provincial et fédéral de participer à la 16e rencontre de la Table nationale sur la réussite éducative	5 710,00 \$
Taker, Dorothy	Collaboration à l'élaboration d'un prototype d'épreuve de 4e année primaire (2e cycle du primaire) en anglais, langue d'enseignement (ALE)	2 250,00 \$
Tard, Abeille	Réalisation d'une vidéo sur les identités pluriculturelles	6 000,00 \$
Techniques avancées de construction inc.	Réponses aux demandes portant sur les dommages subis par le Centre de services scolaire de Montréal à l'école Barclay	24 250,00 \$
Thériault, Isabelle (enseignante)	Préparation des avis et participation à la révision d'instruments d'évaluation et de documents d'accompagnement associés au programme d'études Français, langue d'enseignement	4 000,00 \$
Thibeault, Caroline (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	4 745,00 \$
Thibeault, Caroline (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 700,00 \$
Thuaux, Raphael	Validation de la traduction des textes en anglais des épreuves ministérielles en boulangerie (F5-EX-0056-A et F5-EX-0056-B)	1 375,00 \$
Thuaux, Raphael	Validation d'une traduction en langue anglaise du programme de participation sociale	1 375,00 \$
Tousignant, Antoine (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	4 260,00 \$
TraduSigne inc.	Traduction, interprétation, validation et production des capsules vidéo des épreuves ministérielles en langage des signes du Québec (LSQ)	19 000,00 \$
Traiteur Deux Gourmandes	Service de traiteur - Service de traiteur pour la cérémonie des Prix Essor	5 357,78 \$
Traiteur Deux Gourmandes	Service de traiteur - Cérémonie Ordre de l'excellence en éducation	7 552,02 \$
Trépanier, Ève (002)	Supervision d'une équipe de correcteurs lors de la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	3 540,00 \$
Trudeau, Sylvie (006)	Soutien à la Direction de soutien au milieu scolaire et aux partenaires de l'éducation afin de mettre en place des changements dans l'organisation des services régionaux de soutien et d'expertise	10 000,00 \$
Turcotte, Daniel (017)	Correction d'un échantillon de copies d'élèves de l'épreuve obligatoire d'écriture, français, langue d'enseignement, fin du 2e cycle du primaire	24 000,00 \$
Turgeon, Isabelle (services linguistiques)	Révision linguistique du Rapport annuel de gestion du ministère de l'Éducation	3 500,00 \$
Vero, Robin	Collaboration à la création et à l'évolution des épreuves uniques de la 5e secondaire pour le programme d'anglais, langue d'enseignement	2 500,00 \$
Vetter, Diane (médecin)	Recherche et rédaction pour trois (3) articles de blogue et l'enregistrement d'un balado	3 500,00 \$
Villeneuve, Cheryl	Participation aux comités d'élaboration de l'épreuve obligatoire au 3e cycle du primaire en anglais, langue d'enseignement, et travaux de préparation aux rencontres	3 000,00 \$
White, Melissa	Contribution à l'élaboration d'épreuves uniques ministérielles en anglais, langue seconde	1 666,67 \$
White, Susan (002)	Collaboration à la création et à l'évolution des épreuves uniques de la 5e secondaire pour le programme d'anglais, langue d'enseignement	3 500,00 \$
YMCA du Québec, Les	Bilan du projet pilote Zone d'accueil et de découverte	17 500,00 \$

Liste des ententes de services de moins de 25 K\$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Centr. services scol. des Portages-de-l'Outaouais (CSS Portages-de-l'Outaouais)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	11 000,00 \$
Centr. services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSS Région-de-Sherbrooke)	Collaboration au développement d'outils d'évaluation des compétences en français dans le cadre des travaux d'harmonisation des services de francisation destinés aux personnes immigrantes avec le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration	15 300,00 \$
Centr. services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSS Région-de-Sherbrooke)	Collaboration à l'élaboration d'une formation et d'un référentiel de correction ainsi que de relire deux cours de francisation spécialisée pour la formation professionnelle	24 300,00 \$
Centr. services scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSS Région-de-Sherbrooke)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	5 152,00 \$
Centre de serv. scolaire des Grandes-Seigneuries (CSS des Grandes-Seigneuries)	Organisation de la gestion de serveurs utilisés en pédagogie par le réseau à la formation générale des adultes et assurer la migration des serveurs vers un organisme désigné par le ministère	17 000,00 \$
Centre de serv. scolaire des Grandes-Seigneuries (CSS des Grandes-Seigneuries)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	6 472,00 \$
Centre de services scolaire de Charlevoix (CSS de Charlevoix)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	7 700,00 \$
Centre de services scolaire de la Baie-James (CSS de la Baie-James)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	5 900,00 \$
Centre de services scolaire de la Beauce-Étchemin (CSS de la Beauce-Étchemin)	Soutien au réseau dans l'appropriation et l'implantation du nouveau dispositif de reconnaissance des acquis (RAC) et des compétences pour l'obtention du certificat de formation à un métier semi-spécialisé	8 748,00 \$
Centre de services scolaire de la Capitale (CSS de la Capitale)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	5 888,00 \$
Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSS de la Pointe-de-l'Île)	Développement des épreuves ministérielles pour différents programmes d'études de la formation professionnelle et offre de soutien technique pour la réalisation de travaux relatifs à l'évaluation des apprentissages	12 340,00 \$
Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSS de la Pointe-de-l'Île)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	17 200,00 \$
Centre de services scolaire de la Pointe-de-l'Île (CSS de la Pointe-de-l'Île)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	8 096,00 \$
Centre de services scolaire de la Riveraine (CSS de la Riveraine)	Élaboration de questions de connaissances explicites dans le cadre de la modernisation des épreuves ministérielles du programme d'études Science et technologie de la formation générale des adultes	11 141,00 \$
Centre de services scolaire de Laval (CSS de Laval)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	7 208,00 \$
Centre de services scolaire de l'Or-et-des-Bois (CSS de l'Or-et-des-Bois)	Offre de services de soutien régional relatifs au climat scolaire, à la violence et à l'intimidation	18 640,00 \$
Centre de services scolaire de Montréal (CSS de Montréal)	Élaboration de deux situations d'évaluation en francisation visant les compétences de l'oral	3 460,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Centre de services scolaire de Montréal (CSS de Montréal)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	12 208,00 \$
Centre de services scolaire de Montréal (CSS de Montréal)	Rédaction d'épreuves en francisation	9 856,00 \$
Centre de services scolaire de Montréal (CSS de Montréal)	Rédaction d'épreuves en francisation	10 280,00 \$
Centre de services scolaire de Saint-Hyacinthe (CSS de Saint-Hyacinthe)	Soutien et encadrement des travaux découlant de l'élaboration de l'instrumentation en reconnaissance des acquis et des compétences pour le programme d'études d'attestation de spécialisation professionnelle Secrétariat médical	24 000,00 \$
Centre de services scolaire des Affluents (CSS des Affluents)	Conception d'une offre de formation pour le programme d'études Participation sociale, dans le but d'outiller le réseau scolaire à l'égard de ce programme, et d'offrir cette formation	8 700,00 \$
Centre de services scolaire des Affluents (CSS des Affluents)	Participation à l'élaboration d'une formation au réseau et analyse de contenu du site d'accompagnement Francisation	23 300,00 \$
Centre de services scolaire des Affluents (CSS des Affluents)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	11 776,00 \$
Centre de services scolaire des Bois-Francis (CSS des Bois-Francis)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	19 500,00 \$
Centre de services scolaire des Draveurs (CSS des Draveurs)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	20 500,00 \$
Centre de services scolaire des Draveurs (CSS des Draveurs)	Services-conseils en gestion pour les programmes d'études d'éducation physique et à la santé au primaire et au secondaire	17 000,00 \$
Centre de services scolaire des Mille-Îles (CSS des-Mille-Îles)	Élaboration d'activités de familiarisation dans le cadre de la modernisation des épreuves ministérielles du programme d'études Science et technologie de la formation générale des adultes	7 983,00 \$
Centre de services scolaire des Mille-Îles (CSS des-Mille-Îles)	Élaboration de l'instrumentation en reconnaissance des acquis et des compétences pour le programme d'études d'attestation de spécialisation professionnelle Secrétariat médical	14 000,00 \$
Centre de services scolaire des Mille-Îles (CSS des-Mille-Îles)	Poursuite de la mise en œuvre d'une communauté de pratiques dans le cadre d'un projet de déstigmatisation de l'utilisation des outils d'aide technologiques pour les adultes de la formation de base commune	11 500,00 \$
Centre de services scolaire des Navigateurs (CSS des Navigateurs)	Finalisation de la rédaction du programme d'études Installation et réparation d'équipements de télécommunication	15 000,00 \$
Centre de services scolaire des Patriotes (CSS des Patriotes)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	14 990,00 \$
Centre de services scolaire des Patriotes (CSS des Patriotes)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	7 360,00 \$
Centre de services scolaire des Phares (CSS des Phares)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	5 370,40 \$
Centre de services scolaire des Rives-du-Saguenay (CSS des Rives-du-Saguenay)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	12 800,00 \$
Centre de services scolaire des Samares (CSS des Samares)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	9 600,00 \$
Centre de services scolaire des Trois-Lacs (CSS des Trois-Lacs)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	5 888,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Centre de services scolaire du Chemin-du-Roy (CSS du Chemin-du-Roy)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	10 000,00 \$
Centre de services scolaire du Fleuve-et-des-Lacs (CSS du Fleuve-et-des-Lacs)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	10 550,00 \$
Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs (CSS du Val-des-Cerfs)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	6 000,00 \$
Centre de services scolaire Marie-Victorin (CSS Marie-Victorin)	Services d'enseignant à la leçon pour la correction de l'épreuve unique de français de 5e secondaire	22 000,00 \$
Centre de services scolaire Marie-Victorin (CSS Marie-Victorin)	Production d'une formation ou d'un outil pour les interprètes œuvrant dans le réseau scolaire et à recenser les formations de base qui leur sont offertes actuellement	5 000,00 \$
Collecto Services regroupés en éducation	Développement de contenu de capsules portant sur les compétences en sécurité de l'information dans le cadre du Plan de rehaussement de la cybersécurité	20 625,00 \$
Commission scolaire Central Québec (CS Central Québec)	Services d'enseignant pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	5 938,00 \$
Commission scolaire Eastern Shores (CS Eastern Shores)	Services d'enseignant pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	7 946,00 \$
Commission scolaire Eastern Townships (CS Eastern Townships)	Services d'enseignant pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	3 841,00 \$
Commission scolaire English-Montréal (CS English-Montréal)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	8 832,00 \$
Commission scolaire Lester-B.-Pearson (CS Lester-B.-Pearson)	Services d'enseignant pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	16 625,00 \$
Commission scolaire Lester-B.-Pearson (CS Lester-B.-Pearson)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	8 376,00 \$
Commission scolaire New Frontiers (CS New Frontiers)	Services d'enseignant pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	3 248,00 \$
Commission scolaire Riverside (CS Riverside)	Fournir les services d'enseignants pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	19 457,00 \$
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CS Sir-Wilfrid-Laurier)	Services d'enseignant pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	7 554,00 \$
Commission scolaire Sir-Wilfrid-Laurier (CS Sir-Wilfrid-Laurier)	Participation aux enquêtes internationales et pancanadiennes	5 000,00 \$
Commission scolaire Western Québec (CS Western Québec)	Services d'enseignant pour la correction pour l'épreuve du programme <i>English language Arts</i>	12 548,00 \$
École nationale d'administration publique (ENAP)	Services de formation offerts par le Secrétariat aux emplois supérieurs (SES) en matière de développement et d'accompagnement	10 200,00 \$
Réseau d'informations scientifiques du Québec [RISQ] inc.	Accompagnement des commissions scolaires et des centres de services scolaires dans le cadre du renouvellement des ententes relatives à la mise en place des réseaux de fibre optique	20 000,00 \$
Université de Montréal	Organisation des tournages et finalisation des capsules en lien avec le cadre de référence sur la compétence numérique	4 860,00 \$

Fournisseur	Objet du contrat	Montant engagé
Université de Montréal	Participation aux activités du Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement (CAPFE)	12 159,71 \$
Université de Sherbrooke	Accompagnement du Comité d'agrément des programmes de formation à l'enseignement pour l'élaboration des profils de sortie ainsi que des niveaux de maîtrises attendus pour les 13 compétences prof. du Référentiel de compétences professionnelles de la profession enseignante	15 000,00 \$
Université de Sherbrooke	École de printemps : Enseigner l'histoire de l'esclavage et du post-esclavage, du racisme anti-Noir et des luttes antiracistes	20 500,00 \$
Université du Québec à Montréal (UQAM)	Documentation des inégalités numériques chez les parents d'élèves de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire dans leurs communications avec l'école	13 533,00 \$
Université du Québec à Trois-Rivières	Formation pour les gestionnaires sur la prise en compte de la diversité ethnoculturelle, linguistique et religieuse (Module C)	12 000,00 \$
Université du Québec à Trois-Rivières	Révision scientifique des documents complémentaires à l'avis du comité scientifique de Kino-Québec « Pour une population québécoise physiquement active : des recommandations »	2 600,00 \$
Université du Québec à Trois-Rivières	Révision de 3 guides d'enseignement sur l'histoire des communautés arabes et musulmanes, de la communauté juive et l'histoire des Noirs au Québec et leur diffusion lors de deux ateliers	22 750,00 \$
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue	Réalisation d'une étude multicas du modèle satellite des Centres scolaires et communautaires dans le réseau éducatif anglophone	17 000,00 \$
Université Laval	Participation au comité de sélection des œuvres du Répertoire culturel INFLUX	9 555,00 \$

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

RÉPONSE

Voir le tableau en annexe qui présente les contrats de moins de 25 000 \$.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique, et est diffusée mensuellement sur le site du ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le Conseil supérieur de l'éducation en 2022-2023

Ordre alphabétique

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Andrée Langevin	Avenant 1 – Production d'un avis de la Commission de l'enseignement et de la recherche au collégial (CERC) sur la reconnaissance des acquis et des compétences (RAC) au collégial.	4 575,00 \$
Atuk inc.	Animation de l'édition 2023 de la plénière des membres bénévoles du Conseil supérieur de l'éducation ayant pour thème « L'éducation autochtone : enjeux et initiatives inspirantes ».	8 500,00 \$
Espace Stratégies	Rédaction du plan stratégique 2022-2026 du Conseil supérieur de l'éducation.	21 350,00 \$
Hélène Gaudreau	Avenant 1 - Préparation d'analyses ou de projets d'avis sur toute question relative aux avis réglementaires ou aux avis demandés par le ministre de l'Éducation.	20 825,00 \$
Hôtel Travelodge Québec	Avenant 3 - Assemblée plénière annuelle des membres bénévoles du Conseil supérieur de l'éducation et de ses instances – Avril 2020. En raison des nombreux reports de l'événement dus à la pandémie de la COVID-19, pour finalement annuler complètement l'événement.	10 661,13 \$
Janet Mark	Relecture du document intitulé Au-delà des frontières du Québec : regard sur les initiatives inspirantes des universités canadiennes pour et par les Premiers Peuples – Portrait 2021.	180,00 \$
Les Copies de la Capitale inc.	Impression de l'avis ainsi que des sommaires anglais et français de la CERC intitulé <i>Formation collégiale. Expérience éducative et nouvelles réalités.</i>	5 062,67 \$
Marc-Antoine Hallé	Prise de photographie lors de l'activité « Lac-à-l'épaule » du Conseil supérieur de l'éducation qui a eu lieu le 20 octobre 2022.	910,00 \$
MICRO FOCUS SOFTWARE (CANADA) ULC	Renouvellement et ajout des licences (Groupwise et OES) du 1 ^{er} juillet 2021 au 30 juin 2023.	8 903,61 \$
Olivier Lemieux	Réaliser un portrait des enjeux touchant le phénomène de la désinformation et de la recherche universitaire ainsi que la confiance du grand public dans la science.	17 000,00 \$
Productions Go	Avenant 1 - Production de 4 capsules vidéo pour l'avis intitulé <i>Formation collégial : Expérience éducative et nouvelles réalités</i> de la Commission de l'enseignement et de la recherche au collégial pour diffusion sur le site Web du CSE, sur ses comptes de médias sociaux (incluant Youtube) et sur les écrans dans les établissements collégiaux.	11 998,80 \$

Nom du fournisseur	Objet du contrat	Montant
Réseau Internet Québec inc.	Service d’hébergement Web, service de noms de domaine, relais de courrier entrant et sortant sécurisé.	5 589,60 \$
Vidéotron ltée	Services de lien Internet Fibre hybride 200/30 pour 2022-2023.	2 207,40 \$

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2022-2023, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l’indiquer.

RÉPONSE

ANNÉE 2022-2023

Nom du professionnel ou de la firme	c) objet du contrat	e) Coût total
AON	Assurance responsabilité et assurance professionnelle	13 140 \$
Véronique Audet	Gestion documentaire	3 500\$
Lyne Bisson	Mandat d’élaboration de formation et mandat d’accompagnement	4 625 \$
Lyne Bisson	Assurer l’intérim en secrétariat général. Mandat de dotation et d’accompagnement. Coordonner l’audit des EF.	16 250 \$
Gilles Bordage	Réviseur linguistique	1 841 \$
Héon-Nadeau	Impression	455 \$
Meltwater	Veille informationnelle	23 004\$
Mathieu Dupuis	Photographie	3 798 \$
Tout Court communication	Réaliser différentes tâches de communication en lien avec le colloque annuel de l’INMQ du 2 nov. 2022	3 980 \$
Tout Court communication	Analyse, synthèse et rédaction de 2 rapports sur les tendances en formation minière	7 646 \$

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d’appel d’offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/>. De plus, pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique, et est diffusée mensuellement sur le site du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
- e) une description de son mandat ;
- f) la date de début de son contrat ;
- g) la date prévue de fin de son contrat ;
- h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du ministère : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2022-2023 :

- a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants ;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé ;
- e) une description de son mandat ;
- f) la date de début de son contrat ;
- g) la date prévue de fin de son contrat ;
- h) sa rémunération annuelle.

RÉPONSE

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site du Ministère .

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet ;
- b) la nature du projet ;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) ;
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet ;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet ;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière ;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet ;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates ;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour ;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet ;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

RÉPONSE

a), b), d), e), f), g), i) et l), l'information sur les projets de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles du gouvernement du Québec à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.

m) En 2022-2023, aucune pénalité n'a été appliquée à un sous-traitant dans le domaine des technologies de l'information.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION**ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024****Demande de renseignements généraux de l'opposition**

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la *Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics*;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a aucun projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i), et l), l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2022-2023.

RÉPONSE

Aucun projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2022-2023.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g), i) et l) l'information sur les projets informatiques de plus de 500 000 \$ est disponible sur le site Internet du tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

- b) Du 1^{er} avril 2022 au 30 janvier 2023, les coûts totaux réels pour l'hébergement de données sont de 4 651 349,55 \$
- c) Aucune pénalité n'a été déboursée pour le dépassement de capacité pour l'année 2022-2023.
- d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante : <https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pur pénalités pour dépassement de capacités;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de développement.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a aucun hébergement de données en infonuagique pour l'exercice financier 2022-2023.

Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante :
<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir :

- a) les coûts estimés par année ;
- b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données;
- c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité;
- d) la liste des fournisseurs;
- e) une copie du plan de déploiement.

RÉPONSE

Pour 2022-2023 :

b) 12 918 \$

c) Aucun coût

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique est disponible sur Internet à l'adresse suivante:

<https://www.quebec.ca/gouvernement/faire-affaire-gouvernement/services-organisations-publiques/services-de-plateformes-technologiques/courtier-infonuagique>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie;
b) le mobilier de bureau;
c) l'ameublement;
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
e) le distributeur d'eau de source;
f) le remboursement des frais de transport;
g) le remboursement des frais d'hébergement;
h) le remboursement des frais de repas;
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
I. a) au Québec;
II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

Voici les réponses :

a) la photocopie (incluant la location des appareils)	531 090,12 \$ ¹
b) le mobilier de bureau	} 104 499,05 \$ ¹
c) l'ameublement	
d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes	0,00 \$
e) le distributeur d'eau de source	0,00 \$
f) le remboursement des frais de transport	} 852 858,26\$ ²
g) le remboursement des frais d'hébergement	
h) le remboursement des frais de repas	
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	20 440,33 \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	325 813,05 \$
1) au Québec	
2) à l'extérieur du Québec	

* Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. Ces informations ne sont pas présentées dans la présente fiche.

1. Ces montants ne comprennent pas les organismes, soit le Conseil supérieur de l'Éducation (CSE), la Commission consultative de l'enseignement privé (CCEP) et l'Institut national des mines (INM). Il s'agit du total des dépenses pour le ministère de l'Éducation incluant le Protecteur national de l'élève.
2. Ces données représentent les frais encourus au Québec pour l'ensemble des employés du ministère de l'Éducation, à l'exception de ceux du CSE et du CCEP. Pour les frais de transport, le montant inclut également 70 947,62 \$ en frais de déplacement encourus par les membres des différents comités du Ministère ainsi que 156 162,82 \$ en frais de déplacement pour des ressources externes (prêts de services).

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

Année 2022-2023

- | | |
|---|----------------|
| - Photocopie : | 3 066,48 \$ |
| - Mobilier de bureau : | S. O. |
| - Ameublement : | S. O. |
| - Distributeurs d'eau de source : | 208,62 \$ |
| | |
| - Remboursement des frais de transport; | } 27 287,90 \$ |
| - Remboursement des frais d'hébergement; | |
| - Remboursement des frais de repas; | |
| - Remboursement des frais d'alcool et de fêtes; | 0 \$ |
| - Ce montant inclut les frais de déplacement des membres du Conseil et de ses instances (environ 100 bénévoles), de la présidente et des employés de la permanence. | |
| | |
| - Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : | |
| a) au Québec, | 19 381,12 \$ |
| b) à l'extérieur du Québec. | 26 062,13 \$ |

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes :

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE

- a) 502 \$
- b) 3 930 \$
- c) 0 \$
- d) 0 \$
- e) 220 \$
- f) 48 770 \$
- g) 15 018 \$
- h) 17 118 \$
- i) 0 \$
- j) **I a** : 0 \$
II b : 0 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

RÉPONSE

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25) : <http://www.education.gouv.qc.ca/references/tx-solrtyperecherchepublicationtx-solrpublicationnouveaute/resultats-de-la-recherche/detail/article/contrats-de-telecommunication-mobile/>

b), c) et d) Pour l'exercice financier 2022-2023, les coûts des frais d'itinérance, des dépassements des forfaits de données et de résiliation sont inclus au coût des contrats téléphoniques.

b)	le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	Inclus au point a)
c)	le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme	- Aucun - Sans objet
d)	les coûts de résiliation, s'il y a lieu	Inclus au point a)
e)	le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent) ¹	503
i)	les ordinateurs portables	Aucun
j)	les iPad ou autre type de tablette électronique	22

Certaines de ces dépenses pourraient être attribuées au ministère de l'Enseignement supérieur, s'il y a lieu.

Elles couvrent la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 pour les ministères ainsi que pour la Commission consultative de l'enseignement privé, le Conseil supérieur de l'éducation, la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial et le Protecteur national de l'élève.

L'inventaire du matériel est au 23 mars 2023.

¹ le nombre de téléphones cellulaires comprennent également les appareils clés cellulaires et points d'accès

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2022-2023, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le coût des contrats téléphoniques;
- b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
- d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
- e) le nombre de téléphones cellulaires (BlackBerry, iPhone ou autre type de téléphone intelligent);
- f) le coût d'acquisition des appareils;
- g) le coût d'utilisation des appareils;
- h) les noms des fournisseurs;
- i) les ordinateurs portables;
- j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

RÉPONSE

- b) moins de dix (10) dollars;
- c) aucun dépassement;
- d) aucun coût de résiliation.

Pour les sous-questions a), f), g), h) l'information fournie en réponse à ces questions est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

i) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

RÉPONSE

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

RÉPONSE

Le Ministère n'a aboli aucun poste au cours de l'année 2022-2023.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- o) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

RÉPONSE

- o) Le Conseil supérieur de l'éducation n'a aboli aucun poste au cours de l'année 2022-2023.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

q) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;

RÉPONSE

q) aucune abolition de poste en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSE

Le ministère utilise toutes les heures rémunérées qui lui sont accordées.

En ce qui concerne les postes vacants pour le réseau de l'éducation, les organismes scolaires, à titre d'employeurs, sont responsables de la gestion des ressources humaines et de l'octroi des contrats selon leurs besoins. Il appartient donc à ceux-ci de déterminer le nombre et la catégorie de personnel qu'ils embauchent et d'organiser les services en fonction des besoins des élèves inscrits dans les établissements. Ce sont donc ces derniers qui détiennent cette information.

Néanmoins, le Ministère a entrepris des démarches depuis l'automne 2022 afin de collecter des informations sur la pénurie de main-d'œuvre actuellement vécue dans le réseau.

En date du 28 février 2023, pour les 71 organismes sur 72 ayant répondu à la collecte d'information, il y avait 71 postes d'enseignants réguliers à temps plein à pourvoir. Il y avait aussi 57 postes d'éducateurs en service de garde ainsi que 305 postes de techniciens en éducation spécialisée à temps plein à pourvoir. Pour le personnel professionnel, il y avait 130 postes de psychologues, 105 postes d'orthophonistes et 144 postes de psychoéducateurs à temps plein à pourvoir.

Concernant les postes pour les enseignants à temps plein, toujours en date du 28 février 2023, les CSS et CS des régions suivantes cumulaient le plus de postes vacants : Montréal, Capitale-Nationale et Outaouais.

Toujours à la même date, les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie, de l'Estrie, de l'Abitibi-Témiscamingue, de Chaudière-Appalaches de Laval et du Centre-du-Québec n'avaient plus de postes à pourvoir pour les enseignants à temps plein.

Il est à noter que ces données sont à interpréter avec prudence, considérant qu'elles sont recueillies à partir d'une collecte d'information et que les besoins de main-d'œuvre sont évolutifs.

À cet égard, des travaux en collaboration avec différents intervenants du milieu scolaire sont menés par le ministère de l'Éducation dans le but de cerner les besoins des organismes scolaires et de mettre en place des solutions adéquates et pérennes.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- q) Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 : s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSE

- q) En date du 28 février 2023, il y avait 4 postes vacants au Conseil supérieur de l'éducation.

Région	Nombre de postes
Québec	4

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2022-2023 ainsi que les prévisions pour 2023-2024 :

s) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSE

Pour l'année 2022-2023, un poste de technicien(ne) administratif(ve) a été vacant pour une période de 2 mois et un poste de secrétaire générale pour une période de 5 mois.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de :

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

RÉPONSE

Cette question ne s'applique pas au Plan de gestion des ressources humaines 2019-2022.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

RÉPONSE

- b) 1 remplacement.

INSTITUT NATIONAL DES MINES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- b) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;

RÉPONSE

- b) Aucun remplacement pendant l'année 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Pour l'année 2022-2023, 19 retraités de la fonction publique ont été engagés pour un ou des contrats au Ministère.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

- c) Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

- c) Aucun retraité de la fonction publique n'a été engagé pour un ou des contrats occasionnels au Conseil supérieur de l'éducation.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2022-2023 et les prévisions pour l'année 2023-2024 de : d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

RÉPONSE

Un contrat a été octroyé à une retraitée pour l'année 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;

RÉPONSE

Les réponses sont fournies à la page suivante.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27)

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>.

LISTE DES ENTENTES D'OCCUPATIONS AVEC LA SQI POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LE MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET LE MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Emplacement	Superficie totale (mètre carré)	Coût de location annuel	Propriétaire	Coût d'aménagement depuis le 1 ^{er} avril 2022			
				Déménagement- Manutention/ partagé MEQ-MES	Travaux-SQI	Travaux-Autres	Total
100, rue Laviolette, Trois-Rivières	458	92 425,59 \$	Entente SQI			1 250,00 \$	1 250,00 \$
1035, rue De La Chevrotière, Québec	41 378	12 451 329,36 \$	Entente SQI	127 911,94 \$	42 172,36 \$	13 495,60 \$	183 579,90 \$
1175, rue Lavigerie, Québec	1 165	323 086,97 \$	Entente SQI		899,68 \$		899,68 \$
600, rue Fullum, 11 ^e étage, Montréal	539	93 366,34 \$	Entente SQI				
150, boulevard René-Lévesque Est, Québec	2 200	677 176,91 \$	Entente SQI			167,50 \$	167,50 \$
1001, boulevard Crémazie Est, Montréal	562	44 555,14 \$	Entente SQI				
1515, avenue D’Estimauville, Québec	2 082	347 636,16 \$	Entente SQI				
1200, rue Taillon, Québec	2 433	298 633,40 \$	Entente SQI				
500, boulevard René-Lévesque Ouest, Montréal	1478	681 622,99 \$	Entente SQI				
1126, Grande Allée Ouest, Québec	819	245 225,35 \$	Entente SQI				
600, rue Fullum, Montréal	6 495	1 099 019,93 \$	Entente SQI	27 392,05 \$	3 684,45 \$	9 099,19 \$	40 175,69 \$
888, rue St-Jean, 4 ^e étage, Québec	1 046	333 073,77 \$	Entente SQI	360,58 \$			360,58 \$
TOTAL	60 655 m²	16 687 151,91 \$		155 114,07 \$	46 756,49 \$	24 012,29 \$	225 882,85 \$

Le Ministère occupe les espaces via des ententes avec la SQI. Dans ces ententes, il n’y a pas de durée de bail ni de coût de résiliation.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1^{er} avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l'espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation;
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) le coût de location au mètre carré;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation ne loue pas directement de locaux. Il occupe un espace à bureaux dans l'édifice Iberville II, 1175, avenue Lavigerie, bureau 180, Québec (Québec) G1V 5B2. Le loyer est assumé par le ministère de l'Éducation.

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Conseil en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4, paragraphe 27).

<https://www.cse.gouv.qc.ca/diffusion-gouvernementale/>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Liste des baux pour les espace occupés par les ministères et organismes en 2022-2023 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) le coût total de ladite location;
- d) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- e) la durée du bail;
- f) propriétaire de l’espace loué;
- g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation.
- h) la superficie totale réellement occupée;
- i) la superficie inoccupée;
- j) le coût de location au mètre carré;
- k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;.

RÉPONSE

A	B	C	D	E	F	G
125, rue self, Val-d’Or	132.82m ²	1 \$/an	18 500 \$	12 mois	Centre de services scolaire de l’Or-et-des-Bois	0 \$

L'information fournie en réponse à l'emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l'espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l’Institut national des mines en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27). <https://inmq.gouv.qc.ca/transparence>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) la liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) la valeur estimée de ceux-ci;
- c) les coûts d'entretien annuel;
- d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

RÉPONSE

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2022-2023, fournir :

- a) La liste des actifs excédentaires inoccupés;
- b) La valeur estimée de ceux-ci;
- c) Les coûts d'entretien annuel;
- d) Le nombre de pieds carrés de ceux-ci.

RÉPONSE

L'Institut national des mines ne possède aucun actif immobilier.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

Nom de la firme	Mandat	Coût
Stéphane Boucher Ébéniste artisan	Travaux d'ébénisterie (1 demande) Réparation de l'armoire de la salle à diner	598,00 \$

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

- a) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- b) Un montant de 340,00 \$ a été déboursé pour l'installation d'une murale qui est un outil de promotion de l'avis publié sur le bien-être des enfants à l'école et pour lequel l'équipe responsable a mené plusieurs consultations, notamment auprès des enfants.
- c) Tapisserie Pépin inc.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour la direction générale du ministère et de la haute direction des organismes publics, fournir les détails et la ventilation des coûts, pour 2022-2023, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

RÉPONSE

De tels travaux n'ont pas été effectués en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2022-2023, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) la masse salariale totale par cabinet;
- e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- f) la prime de départ versée, le cas échéant;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2022-2023;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

RÉPONSE

Personnel de cabinet du ministre Bernard Drainville
au 28 février 2023

Port d'attache	Titre de la fonction
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Attaché politique
Québec	Attaché politique
Lévis	Attaché politique
Montréal	Directeur de cabinet
Montréal	Conseiller politique
Montréal	Conseiller politique

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 1 287 000,00 \$

Personnel de cabinet de la ministre Isabelle Charest
au 28 février 2023

Port d’attache	Titre de la fonction
Québec	Attaché politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Conseiller politique
Québec	Directeur de cabinet
Cowansville	Attaché politique
Cowansville	Conseiller politique
Cowansville	Conseiller politique

Masse salariale autorisée du cabinet ministériel : 760 000,00\$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste des sommes d'argent versées en 2022-2023, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/frais-depenses-2022-2023#c164899>

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

Voici le tableau de suivi du personnel hors structure et rémunéré par le ministère, qui occupe des fonctions dans d'autres organisations au 28 février 2023 :

Poste occupé	Cadre 1
Salaire annuel	166 864 \$
Assignation initiale	Ministère de l'Éducation (Directrice générale des relations de travail)
Date de l'assignation hors structure	18 novembre 2019
Assignation actuelle	Administratrice invitée à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP)
Date prévue de la fin de l'assignation actuelle	6 janvier 2024

Poste occupé	Sous-ministre
Salaire annuel	209 379 \$
Assignation initiale	Ministère de l'Éducation (Sous-ministre)
Date de l'assignation hors structure	15 octobre 2020
Assignation actuelle	Directeur du développement et des affaires externes du Collège des administrateurs de sociétés de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, et ce, dans le cadre d'un partenariat avec cette dernière.
Date prévue de la fin de l'assignation actuelle	25 août 2024

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a aucun employé hors structure, rémunéré par le Conseil supérieur de l'éducation, mais qui n'occupe aucun poste au Conseil.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date d'assignation hors structure;
- f) la date de fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2023-2024.

RÉPONSE

Aucun personnel hors structure en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

RÉPONSE

Poste occupé	Cadre 1
Salaire annuel	166 864 \$
Assignation initiale	Ministère de l'Éducation (Directrice générale des relations de travail)
Date de l'assignation hors structure	18 novembre 2019
Assignation actuelle	Administratrice invitée à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP)
Date prévue de la fin de l'assignation actuelle	6 janvier 2024

Poste occupé	Sous-ministre
Salaire annuel	209 379 \$
Assignation initiale	Ministère de l'Éducation (Sous-ministre)
Date de l'assignation hors structure	15 octobre 2020
Assignation actuelle	Directeur du développement et des affaires externes du Collège des administrateurs de sociétés de la Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval, et ce, dans le cadre d'un partenariat avec cette dernière.
Date prévue de la fin de l'assignation actuelle	25 août 2024

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024

Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a aucun employé rémunéré et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RÉPONSE

Aucun membre du personnel n'est affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

RÉPONSE

1^{er} avril 2022 au 28 février 2023

Liste des abonnements	Montant
Association des professionnels en accès à l'information et en protection de la vie privée <i>Manuel du professionnel en AIPRP (4 licences)</i>	179,99 \$
Éditions Wilson et Lafleur <i>Abonnement annuel : Code civil du Québec</i> <i>Abonnement annuel : Code de procédure civile</i> <i>Abonnement annuel : Code criminel</i>	315,00 \$
Figaro, Le <i>Le Figaro</i>	92,05 \$
WP Engine <i>Renouvellement 2022 plateforme pour Science et technologie</i>	385,68 \$
IStock <i>IStock essentials 10</i>	124,68 \$
Powtoon ok <i>Powtoon pro+</i>	928,54 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ) <i>Frais d'accès</i> <i>Theme express</i> <i>Plumitifs</i>	1 095,80 \$
Thomson reuters Canada <i>Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise 2021</i> <i>Accès à l'info loi annotée</i> <i>Charte Canadienne des droits et libertés</i> <i>Lois du travail 22-23</i>	1 883,00 \$
Tourisme sportif Canada <i>Abonnement annuel à l'Association</i>	1 500,00 \$
TOTAL	6 504,74

Note : L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement :

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégorie.

RÉPONSE

• PortFolio RIBG (lien au Réseau informatisé des bibliothèques gouv.)	3 800,00 \$
• SDM Repères (base de données d'articles de périodiques)	555,00 \$
• WorldShare PEB	1063,31 \$
• EBSCO Canada Ltée (abonnement à des périodiques)	501,35 \$
- Canadien Journal of Education (Revue canadienne de l'éducation)	
- Canadien Journal of Higher Education	
- Éducation Canada	
- Revue Française de pédagogie	
- Revue des sciences de l'éducation	
• AUTRES (journaux, revues, Internet)	6 312,29 \$
L'Actualité	60,00 \$
Le Devoir	195,25 \$
AMEQ en ligne (Jaguar Media inc.)	1 725,00 \$
I.C.I. Influence Communications inc. (Revue de presse électronique)	4 332,04 \$

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2022-2023, en précisant pour chaque abonnement:

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;
- d) s’il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande.

Ventiler le montant total par catégories.

RÉPONSE

2022-2023		
A	B	C
2 000 \$	Le courrier parlementaire	Journal électronique quotidien
1 725 \$	Jaguar Média	Abonnement annuel AMEQ en ligne

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Le Ministère n'a procédé à aucun achat.

L'information fournie inclut les cabinets ministériels.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a procédé à aucun achat pour l'année 2022-2023.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d’évènements sportifs et culturels, les billets d’évènement et de conférence organisée par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

RÉPONSE

Aucune somme déboursée en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.
- h) la fréquence moyenne de mise à jour.

RÉPONSE**a) Le nom du site**

Site institutionnel du ministère de l'Éducation : www.education.gouv.qc.ca.

Plateforme l'École ouverte : www.ecoleouverte.ca

Note : La migration de certains contenus du site institutionnel vers la plateforme gouvernementale Québec.ca s'est poursuivie au cours de l'année. Cette plateforme est sous la responsabilité du Secrétariat à la communication gouvernementale, en collaboration avec les ministères et organismes.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Le site institutionnel du Ministère a été conçu à l'interne.

L'École ouverte, une plateforme de ressources éducatives mise en place pour que soit assurée la continuité scolaire pendant la crise de la COVID-19, a été conçue en collaboration avec l'Université de Montréal. En 2021-2022, la plateforme l'École ouverte a évolué en projet de Plateforme de ressources éducatives numériques (REN) plus vaste tout en conservant le nom de l'École ouverte, laquelle inclus entre autres une section MaClasse (avec authentification) destinée au personnel scolaire.

c) Les coûts de construction du site

Nul pour le site institutionnel du Ministère.

Pour 2022-2023, aucun coût de construction pour le site École ouverte.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

Pour le site institutionnel du Ministère :

- L'hébergement se fait à l'interne;
- Aucun frais n'a été déboursé par la Direction générale des communications pour l'entretien, outre le nom de domaine.
- La mise à jour s'effectue à l'interne.

Pour la plateforme de l'École ouverte :

- Les coûts de location de la solution infonuagique se sont élevés à 1 828 974,88 \$.

e) **Les coûts de modernisation ou de refonte**

Aucune modernisation ou refonte n'a été faite. La Direction générale des communications n'a déboursé aucun frais pour l'ajout de contenus dans Québec.ca.

Il en est de même pour l'École ouverte.

g) Les coûts liés à la réservation de noms de domaines

Pour le domaine « Éducation » : $10,35 \$ \times 12 = 124,20 \$$ par année.

Pour la plateforme de l'École ouverte : Ces dépenses sont incluses dans l'entente identifiée dans la section « coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour ».

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaines;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

Site : CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION

- a) www.cse.gouv.qc.ca
- b) Bleu Outremer.
- c) Aucune dépense pour 2022-2023.
- d) Le coût d'hébergement en 2022-2023 est de 4 659,00 \$.
- e) Aucune dépense pour 2022-2023.
- g) Le Conseil supérieur de l'éducation n'a pas de coût relié à la réservation de noms de domaines.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilées par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) les coûts liés à la réservation de noms de domaine;
- h) la fréquence moyenne de mise à jour;
- i) le responsable du contenu sur le site.

RÉPONSE

2022-2023					
a) Nom du site	b) Nom de la firme	c) Coût de construction	d)Hébergement entretien et mis à jour	e) Coût de modernisation ou de refonte	j)coûts de réservati on de noms de domaines
<u>inmq.gouv.qc.ca</u> (Site actuel)	MBiance	33 000 \$	240\$/an	115 \$	20 \$/an
Lesbasesdelacommunication.inmq.gouv .qc.ca (sous-domaine)	Les technologi es JPX go inc.	1 300 \$	240\$/an	0 \$	0 \$

Tournées, visites ou rencontres ministérielles ou interministérielles - Ministère de l'Éducation

Région administratives et villes visitées	Date	Raison du déplacement	Frais d'hébergement	Frais de repas	Autres frais
Québec	2022-04-29	Rencontre de travail Cabinet du ministre Roberge	n.d.	n.d.	286,91 \$
Québec	2022-08-10	Rencontre de travail Cabinet du ministre Roberge	n.d.	n.d.	158,62 \$
Québec	2022-10-13	Rencontre de travail Cabinet du ministre Roberge	n.d.	n.d.	231,70 \$
Montréal	2023-01-11 et 2023-01-12	Tournée régionale de la sous-ministre	399,80 \$	n.d.	n.d.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2022-2023 :

- a) le détail des mandats;
- a) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.
- f) l'objet;
- g) les dates.

RÉPONSE

Adjoint parlementaire	Mandat	Coût
Jean-Bernard Émond	Adjoint parlementaire du ministre de l'Éducation (volet formation professionnelle)	0,00 \$
Isabelle Lecours	Adjointe parlementaire du ministre de l'Éducation (volet lutte contre la violence et l'intimidation chez les jeunes et dans les écoles)	0,00 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2023-2024.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
BUDGET DE DÉPENSES

Transferts du gouvernement fédéral

	2022-2023 (En k\$)*
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	45 049,8
Participation au sport	818,4
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie, Kativik et de l'école des Naskapis	256 324,0
Enseignement aux autochtones	198 419,1
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure Investir dans le Canada	33 326,5
Entente bilatérale intégrée relative au programme d'infrastructure de la résilience à la COVID-19	53 116,8

* Données en date du 28 février 2023.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Aucune somme reçue en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement pour l'année financière 2022-2023.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2022-2023, ainsi que les prévisions pour 2023-2024 et 2024-2025, en provenance du gouvernement fédéral ou d’un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l’organisme.

RÉPONSE

Aucune somme reçue en provenance du gouvernement fédéral pour l’année 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ou bonis n'a été octroyé à des cadres, professionnels et fonctionnaires pour l'année financière 2022-2023.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime au rendement ou bonis n'a été octroyé à des cadres, professionnels et fonctionnaires pour l'année financière 2022-2023.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

RÉPONSE

Aucune prime de rendement ou de boni versé en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2022-2023 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.

RÉPONSE

En 2022-2023, aucun boni ou autre rémunération variable fondés sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Pour l'année financière 2022-2023, aucune prime de départ n'a été versée au personnel régulier assujetti à la Loi sur la fonction publique.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Aucune prime de départ ou montant pour bris de contrat n'a été versé en 2022-2023.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2022-2023, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

RÉPONSE

Pour l'année financière 2022-2023, aucune prime de départ n'a été versée au personnel régulier assujetti à la *Loi sur la fonction publique*.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital) ;
- b) les grands dossiers en cours ;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques ;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI ;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a) Le tableau ci-dessous présente les sommes dépensées (opération et capital) qui couvrent la période du 1^{er} avril 2022 au 28 février 2023 :

Sommes dépensées 2022-2023 (k\$)	
Opération (Fonctionnement)	Capital (Investissement)
65 342,4	8 792,8

b) La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du *Tableau de bord en ressources informationnelles* à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

d) et e) La réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

- a) Les dépenses d'acquisition en informatique au 28 février 2023 (logiciels et équipement) sont de 31 667,48 \$.
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)
- c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- d) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.
- e) La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

RÉPONSE

a) Les dépenses de l'Institut en informatique totalisent 9 296 \$ en 2022-2023.

b) La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>

c) Cette information ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Sous-questions d), e) : la réponse à ces questions sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations ;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation ;
- c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.

RÉPONSE

- a) La dépense totale relative au paiement des cotisations est de 2 272,50 \$.
- b) Ordre des architectes du Québec.
- c) 2 employés ont bénéficiés du paiement des cotisations.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la *Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations* (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a engagé aucune dépense en paiement de cotisation à une association professionnelle pour l'année 2022-2023.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

RÉPONSE

- a) L'Institut n'a pas remboursé de telles cotisations en 2022-2023.
- c) Aucun employé n'a bénéficié du paiement de ces cotisations.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) La date ;
- b) La nature ;
- c) Les questions posées ;
- d) Les réponses ;
- e) La firme retenue ;
- f) Les coûts.

RÉPONSE

Aucun sondage ou enquête d'opinion n'a été réalisé par le Ministère pour l'année 2022-2023.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a pas réalisé de sondage ou d'enquête d'opinion au cours de l'année 2022-2023.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) la date;
- b) la nature;
- c) les questions posées;
- d) les réponses;
- e) la firme retenue;
- f) les coûts.

RÉPONSE

Aucun sondage ni aucune enquête d'opinion n'a été réalisé par l'Institut pour l'année 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant

Campagnes publicitaires	Pourcentage des dépenses publicitaires - Médias communautaires	Montant
Campagne de promotion des métiers de l'éducation <i>Répondez présent</i>	4 %	18 989,83 \$
Campagne de promotion de l'activité physique et sportive	4 %	15 105,00 \$
Campagne de positionnement et de valorisation de la formation professionnelle <i>Ça vaut de l'or</i>	7,5 %	13 710,00 \$
Campagne de promotion de la Journée nationale du sport et de l'activité physique	4 %	8 000,00 \$
Campagne Violence dans les peuples autochtones	3,84 %	4 098,30 \$

b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant

Dépenses publicitaires	Pourcentage des dépenses publicitaires - Internet et médias sociaux	Montant
Placements publicitaires pour les projets récréatifs et sportifs pour les régions de la Montérégie et Estrie ainsi que pour le Prix de reconnaissance Thérèse-Casgrain sur Facebook	100 %	3 317,06 \$
Promotion de l'ordre de l'excellence en éducation	100 %	58 649,70 \$
Campagne sur le positionnement et la valorisation de la formation professionnelle <i>Ça vaut de l'or</i>	45 %	76 591,50 \$
Campagne de promotion des métiers de l'éducation <i>Répondez présent</i>	67 %	260 116,16 \$
Campagne de promotion de l'activité physique et sportive	49 %	163 260,34 \$

Dépenses publicitaires	Pourcentage des dépenses publicitaires - Internet et médias sociaux	Montant
Campagne de promotion de la Journée nationale du sport et de l'activité physique	74,4 %	156 977,43 \$
Campagne Violence dans les peuples autochtones	12 %	19 698,83 \$

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :

- a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

- a) 0 %
- b) 100 % de nos publicités ont été faites sur Internet et les médias sociaux (Facebook et LinkedIn) pour un montant de 200,92 \$.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :
a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ;
b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

RÉPONSE

2022-2023

PUBLICITÉS DANS LES MÉDIAS	POURCENTAGE	MONTANT
Dépenses médias communautaires	97 %	17 245,61 \$
Dépenses Internet et médias sociaux	3 %	585,35 \$

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Le ministère de l'Éducation n'a fait l'achat d'aucun crédit carbone en 2022-2023.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a dépensé aucun montant visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Tout montant dépensé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l’organisme.

RÉPONSE

L’Institut n’a fait l’achat d’aucun crédit carbone en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région:

- a) Fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2022-2023;
- b) Nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transférés en région en 2022-2023 en précisant la région d'origine et la région de destination;
- c) Nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante:
<https://www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation> .

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024

RÉPONSE

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées du ministère couvre la période 2020-2023.

Il n'y a pas de budget prévu pour le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2022-2023. La plupart des mesures sont réalisées à coût nul. Les mesures qui requièrent des fonds sont financées par le budget de fonctionnement des directions responsables.

Le bilan annuel 2021-2022 a été déposé sur Quebec.ca. : <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/publications#c15878>

Le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site internet du ministère : https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/education/publications-adm/plan-action-pers-handicapees/MEQ-plan-action-pers-handicapees_2020-2023.pdf

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation ne possède pas de Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

Le plan d'action à l'égard des personnes handicapées est disponible sur le site Internet du Ministère <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/publications>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure e) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.

RÉPONSE

L'Institut ne reçoit aucun montant associé à une mesure.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable

RÉPONSE

Aucune somme n'était prévue pour le Plan d'action de développement durable en 2022-2023. Toutes les actions prévues ont été réalisées.

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Web du Ministère : http://www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/politiques_orientations/plan-action-developpement-durable.pdf

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état de l'avancement de la mesure : h) Plan d'action de développement durable;

RÉPONSE

Le Plan d'action de développement durable est disponible sur le site Internet du Conseil supérieur de l'éducation : <https://www.cse.gouv.qc.ca/publications/plan-daction-de-developpement-durable-2021-2022/> .

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

h) Plan d'action de développement durable.

RÉPONSE

L'Institut n'a pas effectué de dépenses associées à une mesure reliée à son plan d'action de développement durable en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure : 1) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2018-2022

RÉPONSE

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2022-2023, au sein du ministère ou de l'organisme :

- a) Nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme;
- b) Nombre d'employés au total en ayant bénéficié;
- c) Nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2023;
- d) Proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié;
- e) Nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.

RÉPONSE

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante: https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-cadre/Politique_cadre_teletravail.pdf.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Les remboursements effectués aux employés totalisent 8 154,54 \$ en 2022-2023.

La période couverte par la réclamation est rétroactive du 13 mars 2020 jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire, qui s'est terminée le 1^{er} juin 2022

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation a dépensé une somme de 35,38 \$ pour le remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

La période couverte par la réclamation est rétroactive du 13 mars 2020 jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire, qui s'est terminée le 1^{er} juin 2022

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail :

RÉPONSE

En 2022-2023, la somme de 1 200 \$ a été remboursée aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.

La période couverte par la réclamation est rétroactive du 13 mars 2020 jusqu'à la fin de l'urgence sanitaire, qui s'est terminée le 1^{er} juin 2022.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesures de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du Ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière

RÉPONSE

a) Le ministère de l'Éducation est client du programme d'aide aux employés du Secrétariat du Conseil du trésor. Ce dernier assume centralement les frais de consultations externes. Le ministère de l'Éducation a dépensé 4 024,13\$ en soutien aux employés en matière de santé mentale.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Le Secrétariat du Conseil du trésor assume centralement les frais de consultations externes.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offre du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) les sommes dépensées;
- b) le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE);
- c) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

La DRH du ministère de l'Éducation (MEQ) est en charge d'appuyer le Conseil supérieur de l'éducation sur toutes questions relatives aux ressources humaines et au soutien aux employés, notamment au regard de l'application du Programme d'aide aux employés. Les sommes allouées en soutien aux employés du Conseil supérieur de l'éducation pour l'année 2022-2023 relèvent de l'enveloppe budgétaire du MEQ. Aucune somme n'a donc été dépensée directement par le Conseil supérieur de l'éducation.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du Ministère. <https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2022-2023 :

- a) Les sommes dépensées
- b) Le nombre de demandes au Programme d'aide aux employés (PAE)
- c) Les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.

RÉPONSE

a) Aucune somme n'a été dépensée en matière de santé mentale.

c) Aucune somme n'a été dépensée spécifiquement en ressources externes en la matière (contrat de moins de 25 000 \$).

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès de la firme McKinsey et compagnie :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

2022-2023

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d'une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Pour tout contrat accordé par le ministère ou l’organisme en 2022-2023 ou ayant cours en 2022-2023 auprès d’une firme de consultation :

- a) Copie du contrat;
- b) Date de fin prévue du contrat;
- c) Valeur prévue du contrat;
- d) Sommes dépensées à ce jour.

RÉPONSE

2022-2023

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, il y a eu 25 stagiaires au Ministère.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023, la rémunération totale déboursée pour les stagiaires est de 185 419,47 \$.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stages effectuées;
- c) Rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) Le Conseil supérieur de l'éducation n'a eu aucun stagiaire entre le 1^{er} avril 2022 et le 28 février 2023.
- b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.
- c) Aucun montant.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Veillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages.

- a) nombre de stagiaires reçus;
- b) heures de stages effectués;
- c) rémunération totale déboursée.

RÉPONSE

- a) Aucun stagiaire n'a été reçu en 2022-2023.
- c) Aucune rémunération de stage n'a été versée en 2022-2023.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

RÉPONSE

Aucune amende n'a été perçue par le Ministère.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation ne perçoit aucune amende en vertu de l'application des lois dont il est responsable de l'application.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l’application des lois dont votre ministère est responsable de l’application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.

RÉPONSE

L’Institut ne perçoit pas d’amende.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et qui sont diffusés mensuellement sur le site Internet du ministère.

<https://www.quebec.ca/gouvernement/ministere/education/acces-information/engagements-financiers>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.

RÉPONSE

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Services tarifés :

Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.

RÉPONSE

L’information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.

RÉPONSE

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Actifs possédés – meubles et immeubles :
Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles

RÉPONSE

La réponse à cette question (valeur des immeubles) sera transmise par la Société québécoise des infrastructures, et ce, pour tous les ministères et organismes occupant un immeuble dont celle-ci est propriétaire.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

RÉPONSE

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation spécifique du dirigeant de l'organisme en vertu de l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2022-2023 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;

RÉPONSE

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca>.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article;
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Nombre de demandes d’accès à l’information par ministère et organisme en 2022-2023 :

- a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l’article;
- c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.

RÉPONSE

L'information concernant les demandes d’accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2022-2023 des ministères et organismes.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour 2022-2023, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions ;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

RÉPONSE

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

Pour 2022-2023, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu’aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

RÉPONSE

Il n’y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Voir la réponse à la page suivante.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
Comité consultatif en matière de protection de l'intégrité en contexte récréatif et sportif (CCPI)	En matière de protection de l'intégrité des personnes en contexte sportif et récréatif : <ul style="list-style-type: none">• Conseiller le Ministère sur les stratégies à adopter pour enrayer les violences sous toutes ses formes et promouvoir un milieu sain et sécuritaire;• Clarifier les responsabilités des organismes en matière de sensibilisation, information et formation;• Proposer des initiatives et actions à mettre en œuvre pour soutenir les acteurs du milieu du loisir et du sport québécois;• Convenir des priorités et recommander à la ministre déléguée à l'éducation un des actions en conséquence.	Sylvain Croteau, Sport' Aide Annie Dubé, SportCom Isabelle Ducharme, Corporation SportsQuébec Pierre Lebreux, Réseau des unités régionales de loisir et de sport du Québec Sylvain B. Lalonde, Regroupement Loisir et Sport du Québec Caroline Lemire — Réseau des unités régionales de loisir et de sport du Québec Christian Leclair, FEEPEQ Sylvie Parent, Chaire de recherche Sécurité et intégrité en milieu sportif Gaétan Robitaille, Institut national du sport du Québec Gustave Roël, Réseau du sport étudiant du Québec Sonia Vaillancourt, Conseil québécois du loisir 4 représentants du ministère de l'Éducation	Aucun montant n'a été versé en 2022-2023.
Comité consultatif externe – Journée du numérique en éducation (JNÉ)	Le rôle du comité consultatif externe est de proposer, commenter et bonifier le contenu et le format de la journée	8 représentants du ministère de l'Éducation Conseillère pédagogique, CSS des Premières Seigneuries Conseillère pédagogique, Collègue Saint-Jean-Vianney Conseillère pédagogique, CSS de Montréal Conseillère pédagogique, CSS des Mille-Îles Conseillère pédagogique, CS Lester-B.-Pearson Professionnelle, CSS des Navigateurs Enseignant, CSS du Chemin-du-Roy Enseignante, CSS des Navigateurs Enseignante, CSS de la Riveraine Enseignante, CS Eastern Townships Stratège numérique, CADRE21 Directrice, École Branchée Gestionnaire de projet, Formation à distance interordres (FADIO) Conseillère pédagogique, RÉCIT Domaine de la mathématique, de la science et de la technologie (MST) Conseiller pédagogique, RÉCIT de l'univers social Conseiller pédagogique, RECIT Formation générale des adultes (FGA)	Aucun honoraire lors de ces rencontres.
Comité consultatif sur la Transformation numérique	Ce comité contribue à la définition de différentes orientations en matière de Transformation numérique du ministère de l'Éducation et de son réseau. Il se veut un lieu d'échange permettant de mettre en lumière les enjeux et réalités des différentes parties prenantes afin de relever les défis de mise en œuvre des différentes initiatives numériques.	5 représentants du ministère de l'Éducation (MEQ) Association des comités de parents anglophones (ACPA) Association des administrateurs des écoles anglophones du Québec (AAESQ) Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ) Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ) Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES) Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPE) Association québécoise des cadres scolaires (AQCS) Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)	Aucun honoraire lors de ces rencontres.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
		Fédération québécoise des directions d’établissement d’enseignement (FQDE) Regroupement des comités de parents autonomes du Québec (RCPAQ) Association des cadres scolaires du Grand Montréal (ACSGM) Fédération des établissements d’enseignement privés (FEEP) Fédération des services de services scolaires du Québec (FCSSQ) Table nationale des ressources informationnelles (FCSSQ)	
Comité d’agrément des programmes de formation à l’enseignement (CAPFE)	Le CAPFE a pour mission de conseiller le ministre sur toute question relative à l’agrément des programmes de formation à l’enseignement touchant l’éducation préscolaire, l’enseignement primaire et l’enseignement secondaire.	1 représentant du ministère de l’Éducation Externes : Marc-André Éthier, président, Professeur à l’Université de Montréal (membre sortant en 2022-2023) Maxime Gauthier, enseignante au Pensionnat Notre-Dame-des-Anges Liliane Binggelli, enseignante au Pensionnat du Saint-Nom-de-Marie Sylvain Decelles, enseignant à l’École Selwyn House Sylvie Desrosiers, enseignante à l’École Montessori Chantal Thivierge, orthopédagogue, CSS des Découvreurs (membre sortant en 2022-2023) Caroline Brassard, professeure à l’Université TÉLUQ (membre sortant en 2022-2023) Élizabeth Wood, professeure à l’Université McGill (membre sortant en 2022-2023) Jean Bernatchez, professeur à l’Université du Québec à Chicoutimi (membre sortant en 2022-2023) Carole Raby, professeure à l’Université du Québec à Montréal	Les membres du Comité ne sont pas rémunérés.
Comité d’audit du ministère de l’Éducation	Le mandat du comité est de veiller à ce que le sous-ministre puisse s’acquitter de ses responsabilités en matière d’audit interne. À ce titre, il fournit des conseils indépendants et objectifs sur la gestion des risques, les mécanismes de contrôle, la gouvernance, la conformité des opérations et sur les processus de reddition de comptes du Ministère	Marc Lacroix René Lepage Danielle Harvey Serge Giguère	Séances du CAI 12 mai 2022: 2 900 \$ 27 octobre 2022: 2 000 \$ 17 février 2023: 2 900 \$ Total : 7 800 \$
Comité d’experts pédagogiques formation à distance (FAD)	Le mandat du comité d’experts pédagogiques FAD consiste à enrichir la réflexion du Ministère à propos de la formation à distance. Lors des rencontres, les membres provenant d’universités faisaient aussi état de l’avancée de leurs projets en cours.	6 représentants du ministère de l’Éducation Université TÉLUQ Université du Québec à Montréal (UQAM) Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) Université de Montréal (UdeM) École en réseau Fusion Jeunesse Service national du RÉCIT Formation générale des adultes (FGA) Formation à distance interordres (FADIO)	Aucun honoraire lors de ces rencontres.
Comité d’orientation sur	Conseiller le ministère sur les orientations à prendre pour diriger les	4 représentants du ministère de l’Éducation	Une personne est rémunérée par le

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
le plomb dans l’eau	actions entourant la gestion de la problématique du plomb dans l’eau.	Mme Michele Prevost, PhD, Professeur et Titulaire principal, Polytechnique Montréal Mme Christiane Dupont, ministère de la Santé et des services sociaux (MSSS) M. Donald Ellis, ministère de l’Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MELCC) M. Mario Beauvais, Association québécoise des cadres scolaires (AQCS) Mme Sylvie Rainville, AQCS Mme Alexandra Gagnon, Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) Mme Annie Bourgeois, CSSDM M. Bruno Côté, Commission scolaire Lester-B. Pearson Membres invités : Dre Caroline Huot, Institut national de santé publique (INSPQ) Dr Stéphane Perron, INSPQ M. Jean-Bernard Gamache, INSPQ	ministère pour suivre ce dossier et participer aux rencontres du comité d’orientation. Le montant visant la période ciblée par la présente étude des crédits n’est pas connu à ce jour.
Comité de concertation MF-MEES concernant les enfants de 4 ans	Le mandat de ce comité est : <ul style="list-style-type: none">d’assurer un canal de partage d’information et d’échange de données entre les deux ministères à propos :<ul style="list-style-type: none">de leurs besoins respectifs en matière de données;des moyens à utiliser pour exploiter l’information disponible.d’informer les autorités de chaque ministère à propos :<ul style="list-style-type: none">des demandes d’échange d’informations et de données;des solutions envisagées par chacun des ministères.d’obtenir l’aval des ministères respectifs pour la mise en place des solutions proposées.de veiller à effectuer un suivi du déploiement des nouvelles places offertes, que ce soit en service de garde éducatifs à l’enfance (SGEE) ou à la maternelle 4 ans, en vue d’optimiser la répartition géographique des nouveaux services du ministère de la Famille (MF) et du ministère de l’Éducation (MEQ) en fonction des caractéristiques sociodémographiques et géographiques.d’assurer une vigie quant à l’information pouvant être partagée aux réseaux des ministères.	4 représentants du ministère de l’Éducation Externes Claude Lefrançois, ministère de la Famille (MFA) Alexandre Paré, MFA Alexandre Baillargeon, MFA Marie-Line Gagnon, MFA François Marcotte, MFA Frédéric Gauthier MFA	Aucun honoraire versé aux membres
Comité de gouvernance de l’intelligence numérique	Le mandat du comité consiste à assurer le suivi et l’encadrement du chantier d’intelligence numérique au regard des orientations émises par le ministère de l’Éducation concernant la portée, les coûts et l’échéancier approuvés du chantier. Il constitue la principale instance pour prendre les décisions affectant le projet.	7 représentants du ministère de l’Éducation (MEQ) Président-directeur général – GRICS Vice-président valorisation des données – GRICS Président-directeur général adjoint - Fédération des centres de services scolaires Directeur générale – Centre de services scolaires des Patriotes	Aucun honoraire lors de ces rencontres.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
		Directeur générale – Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs Directeur général – Centre de services au Cœur-des-Vallées Directeur général – Centre de services de Saint-Hyacinthe	
Comité de gouvernance du numérique : Sous-comité Cybersécurité, Infrastructures et Services communs	<ul style="list-style-type: none">• Appuyer la mise en œuvre de la Politique gouvernementale de cybersécurité et le déploiement du Centre opérationnel de cyberdéfense auprès du réseau de l’éducation• Examiner les sujets liés à la sécurité de l’information gouvernementale et à la cybersécurité et tout autre enjeu qui lui sont délégués par le comité de gouvernance du numérique en éducation• Suivre et appuyer la mise en œuvre du programme de consolidation des centres de traitement informatique• Identifier des opportunités d’optimisation, de partage et de mise en commun• Suivre et appuyer la mise en œuvre des services obligatoires	1 représentant du ministère de l’Éducation (MEQ) Directeur général – Centre de services scolaires de Draveurs Directeur général adjoint – Centre de services scolaires de Montréal Président-directeur général adjoint – Fédération des Centres de services scolaires du Québec Président de la Table nationale des ressources informationnelles (FCSSQ)	Aucun honoraire lors de ces rencontres.
Comité de gouvernance du numérique : Sous-comité Financement, main-d’œuvre et Données	<ul style="list-style-type: none">• Examiner les sujets en lien avec le financement, la main-d’œuvre, les données gouvernementales et tout autre enjeu qui lui sont délégués par le comité de gouvernance du numérique en éducation• Évaluer les besoins financiers du réseau de l’éducation sur les dossiers RI et leurs priorités• Veiller au développement des compétences et de l’expertise en RI à l’échelle du réseau et envisager des pistes de solution associées à la pénurie de main-d’œuvre en RI• Veiller à l’évolution du rôle de gestionnaire délégué aux données numériques gouvernementales	1 représentant du ministère de l’Éducation (MEQ) Directeur général – Centre de services scolaires de Navigateurs Directeur général – Centre de services scolaires des Sommets Directeur général – Centre de services scolaires des Hautes-Rivières Président-directeur général adjoint – Fédération des Centres de services scolaires du Québec Président de la Table nationale des ressources informationnelles (FCSSQ)	Aucun honoraire lors de ces rencontres.
Comité de gouvernance du numérique : Sous-comité Transformation numérique	<ul style="list-style-type: none">• Favoriser et appuyer la mise en place d’une culture du numérique à l’échelle du réseau• Favoriser la diffusion et l’évolution de l’offre de soutien en matière d’usage pédagogique du numérique• Veiller au développement de la compétence numérique à l’échelle du réseau• Examiner les sujets en lien avec la transformation numérique et tout autre mandat qui lui sont délégués par le comité de gouvernance du numérique en éducation	1 représentant du ministère de l’Éducation (MEQ) Directeur général – Centre de services scolaires de Charlevoix Directeur général – Commission scolaire English-Montréal School Board Directeur général adjoint – Centre de services scolaires des Hautes-Rivières Président de la Table nationale des ressources informationnelles (FCSSQ)	Aucun honoraire lors de ces rencontres.
Comité de gouvernance numérique en Éducation	Ce comité se veut un lieu d’échanges privilégié entre le réseau et le Ministère. Il a pour mandat de discuter en amont des stratégies et orientations devant être adoptées afin de relever ensemble les défis de mise en œuvre des différentes initiatives numériques, des opportunités d'optimisation et de mise en commun, de la transformation numérique ainsi que des enjeux propres au secteur du numérique et de	5 représentants du ministère de l’Éducation (MEQ) Directeur général - Centre de services scolaires des Draveurs Directeur général – Centre de services scolaires de Charlevoix Directeur général – Centre de services scolaires des Sommets Directeur général – Commission scolaire English-Montréal School Board Directeur général adjoint – Centre de services scolaires de Montréal	Aucun honoraire lors de ces rencontres.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
	<p>l’information soutenant l’atteinte des objectifs éducatifs.</p> <p>En fonction d’un plan de travail établi en début d’année financière, les travaux du comité de gouvernance se déroulent dans le cadre de rencontres en sous-comités dans lesquels sont répartis les membres.</p>	<p>Directeur général adjoint – Centre de services scolaires des Hautes-Rivières</p> <p>Directeur général – Centre de services scolaires des navigateurs</p> <p>Président-directeur général adjoint- Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ)</p>	
Comité de gouvernance Transformation numérique des services administratifs du réseau scolaire	<p>Le mandat du comité consiste à assurer le suivi et l’encadrement du programme de Transformation numérique des services administratifs du réseau scolaire (TNSA) en regard des orientations concernant la portée, les coûts et les échéanciers approuvés. Le comité veille au bon fonctionnement du partenariat et de l’atteinte des contributions respectives.</p> <p>Il constitue la principale instance pour prendre des décisions stratégiques affectant le programme afin d’assurer la livraison des bénéfices attendus.</p>	<p>4 représentants du ministère de l’Éducation</p> <p>Sous-ministre adjoint à la transformation numérique gouvernementale – ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN)</p> <p>Représentant du Contrôleur des finances – ministère des Finances (MF)</p> <p>Représentant du conseil d’administration de la GRICS et directeur général – Centre de services scolaires des Samares</p> <p>Président-directeur général adjoint – Fédération des centres de services scolaires (FCSSQ)</p> <p>Directeur général – Sir Wilfrid Laurier School Board</p>	Aucun honoraire lors de ces rencontres.
Comité de gouvernance, Éducation des adultes (EA) et Formation professionnelle (FP)	<p>Ce comité vise à faciliter les échanges entre le MEQ et le réseau des centres de services scolaires et des commissions scolaires, notamment en ce qui a trait aux orientations et stratégies en matière d’EA et de FP.</p> <p>Il est essentiel pour :</p> <ul style="list-style-type: none">• clarifier, tester et faire progresser les points de vue et hypothèses propres au système de formation professionnelle et d’éducation des adultes;• discuter des orientations et des développements en matière d’EA et de FP;• définir conjointement des stratégies communes d’implantation et de communication pour les nouvelles mesures;• discuter, au-delà des besoins financiers, des meilleurs moyens d’améliorer les services aux clients (étudiants et entreprises);• faire le suivi des travaux des sous-comités mixtes d’EA et de FP;• informer le réseau des priorités et des grands dossiers du Ministère et améliorer l’échange d’information. <p>Le Comité, bien qu’il soit de nature stratégique, a un mandat consultatif et les décisions finales reviennent au Ministère au regard de ses responsabilités.</p>	<p>Ministère de l’Éducation</p> <p>sous-ministre adjointe du secteur de l’excellence scolaire et de la réussite éducative</p> <p>directeur général de l’éducation des adultes et de la formation professionnelle</p> <p>directeur des programmes d’études et de l’évaluation en formation générale des adultes et en formation professionnelle, et directeur de l’offre de formation, des parcours et des services aux adultes par intérim</p> <p>directrice de la sanction des études</p> <p>secrétaire du comité</p> <p>Externes</p> <p>Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ)</p> <p>Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ)</p> <p>Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)</p> <p>Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ)</p> <p>Table des responsables de l’éducation des adultes du Québec (TRÉAQ)</p> <p>Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE)</p> <p>Provincial Organization of Continuing Education Directors, English (PROCEDE)</p>	Aucun honoraire versé aux membres
Comité de travail conjoint de haut niveau sur la reconnaissance des	<p>Le mandat du Comité comprend plusieurs sujets à portée éducatives, normative et réglementaire ainsi que politiques. Les résultats des travaux concernant ces sujets permettront d’émettre des</p>	<p>Denis Gros-Louis, directeur général du Conseil en éducation des Premières Nations et coprésident de la Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones;</p> <p>Annie Gros-Louis, directrice des Services éducatifs, Conseil en éducation des Premières</p>	Aucun honoraire versé aux membres

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
réalités autochtones (Conseil en éducation des Premières Nations)	recommandations au ministre de l'Éducation et, le cas échéant, au gouvernement. Voici les principaux sujets : <ul style="list-style-type: none">la reconnaissance de la langue d'enseignement et de la langue seconde en langue maternelle autochtone menant à l'obtention d'un diplôme;la reconnaissance et l'équivalence de diplômes locaux ainsi que de programmes d'études autochtones;l'assouplissement et l'adaptation culturelle des évaluations de la langue d'enseignement en français et d'autres épreuves obligatoires ministérielles.	Nations; Marie-Josée Blais, sous-ministre adjointe, Secteur de la diversité, des relations extérieures, des anglophones et des Autochtones, MEQ; Marie-Dominique Taillon, sous-ministre adjointe, Secteur de l'excellence scolaire et de la réussite éducative, MEQ Josée Arsenault, directrice, Direction des relations avec les Premières Nations et les Inuit et de la nordicité, MEQ; D'autres membres invités peuvent se joindre lors de la réalisation des travaux.	
Comité de vigie du projet à l'École de la vue	Le projet À l'école de la vue consiste en : <ul style="list-style-type: none">l'organisation, en milieu scolaire, de dépistages des difficultés visuelles par des optométristes pour tous les enfants de l'éducation préscolaire, incluant ceux en régions éloignées;l'élaboration de programmes de sensibilisation s'adressant aux parents d'enfants de 3 à 5 ans soulignant l'importance d'un examen de la vue avant l'entrée à la maternelle.	Ministère de l'Éducation Pascale Lemay, directrice générale des services de soutien aux élèves Pascale Porlier, directrice de l'adaptation scolaire Kathie Robitaille, spécialiste en sciences de l'éducation Externes : Dr Marc Hébert, président, Fondation des maladies de l'œil (FMO) Steeve Lachance, directeur général, FMO Daniel Pelletier, coordonnateur, FMO Marimiel Audet Johnston, coordonnatrice, FMO Dr Éric Poulin, O.D., président, Ordre des optométristes du Québec (OOQ) Dre Alexandra Fortier, O.D., Association des optométristes du Québec (AOQ) Dr Benoit Tousignant, O.D., professeur adjoint, École d'optométrie de l'Université de Montréal Julie Rousseau, Directrice générale adjointe de la prévention et de la promotion de la santé, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Alain Bertrand, coordonnateur en déficience visuelle au CSS Marie-Victorin, Services régionaux de soutien et d'expertise en adaptation scolaire (déficience visuelle) Marylène Plante, directrice générale adjointe au CSS des Bois-Francs, Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ) Marylène Perron, coordonnatrice des services éducatifs complémentaires à la commission scolaire Central Québec, Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec Maria Porto, responsable du développement physique et moteur, des saines habitudes de vie et de la saine alimentation en petite enfance, ministère de la Famille (observateur)	Aucun honoraire versé aux membres
Comité des sages	Dans le cadre du projet de transformation organisationnelle du Ministère, un Comité des sages a été formé. Se voulant une plateforme d'échange, ce comité permet de soumettre pour discussion les travaux réalisés et de mettre au jeu les orientations et les décisions à venir dans le cadre du projet de transformation organisationnelle. Ce Comité apporte un regard extérieur sur le projet (rétroaction) et	Ministère de l'Éducation : Carole Arav, sous-ministre Marc Sirois, sous-ministre associé et co-président du Comité directeur du projet Josée Lepage, sous-ministre adjointe et co-présidente du Comité directeur du projet Marie-Josée Blais, sous-ministre adjointe et membre du Comité directeur du projet Chantal Garcia, directrice générale et membre du Comité directeur du projet	En date du 24 mars 2023, des honoraires de 3 900\$ ont été versés à M. Proulx et de 2 100\$ ont été versés à Mme. Barbe.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
	contribue à la réflexion en misant sur l’expérience professionnelle.	Eve-Marie Castonguay, directrice générale et membre du Comité directeur du projet Externes : Christiane Barbe, présidente de l’Institut d'administration publique de Québec Marcel Proulx, professeur à l’École nationale d'administration publique Nathalie Tremblay, secrétaire adjointe aux emplois supérieurs, Ministère du Conseil exécutif du Québec	
Comité exécutif de suivi des projets prioritaires non-majeurs	<p>Mandat officiel</p> <ul style="list-style-type: none">• Suivre l’avancement général du dossier, selon le secteur concerné (écoles primaires);• Coordonner certaines activités gouvernementales propres au secteur et s’assurer du respect diligent des engagements ;• Assurer une prise de décision. <p>Objectif général : Assurer un suivi exécutif des différents enjeux des projets prioritaires non-majeurs de construction d’écoles afin de réduire les écarts (qualité, coûts et délais).</p>	M. Jean-François Lamarre, Ministère du Conseil Exécutif M. Gino Reeves, Ministère du Conseil Exécutif M. Benoît Lefebvre, Société Québécoise des Infrastructures M. Denis Riopel, Association Québécoise des Cadres Scolaires Mme Caroline Imbeau, ministère de l’Éducation Mme Barbara Gagnon, ministère de l’Éducation M. Philippe Veillette, ministère de l’Éducation M. Olivier Dominic Galarneau, ministère de l’Éducation Mme Karyne Métayer, ministère de l’Éducation M. Richard Fortin, ministère de l’Éducation Mme Lyne Gagnon, ministère de l’Éducation Mme Claudie Rousseau, ministère de l’Éducation	Aucune rémunération
Comité mixte MEQ- Organismes d’action communautaire autonome en matière d’alphabétisation populaire, de lutte contre le décrochage scolaire, de raccrochage scolaire et de formation continue	Être un lieu privilégié de concertation, d’échanges et de discussions entre les organismes et le Ministère en ce qui concerne l’éducation et l’action communautaire autonome	Ministère de l’Éducation (MEQ) : Marie-Dominique Taillon, sous-ministre adjointe du secteur de l’excellence scolaire et de la réussite éducative Pascale Lemay, directrice générale des services de soutien aux élèves Marilou Harvey, directrice du soutien au milieu scolaire et aux partenaires de l’éducation Martine Hallé Catherine Bourque Jérôme Bouchard Externes Caroline Meunier, Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec (RGPAQ) Martine Fillion, RGPAQ Charles Buissières-Hamel, RGPAQ Margo Legault, Alphabétisation Québec/Literacy Québec Mélanie Marsolais, Regroupement des organismes communautaires québécois de lutte au décrochage (ROCLD) Véronique Thibault, ROCLD Samuel Carrier, ROCLD Nathalie Bergeron, Regroupement des Écoles de Rue Accréditées du Québec (RERAQ) Réjean Laprise, Coalition des organismes communautaires autonomes de formation	Aucun honoraire lors de ces rencontres.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
		(COCAF) Ariane Boyer-Roy, COCAF Manuel Soto, COCAF	
Comité national des programmes d'études professionnelles et techniques (CNPEPT)	<p>Le CNPEPT se veut un lieu de concertation où les principaux partenaires du monde de l'éducation et ceux du monde du travail peuvent discuter des problématiques et des orientations en matière de formation professionnelle et de formation technique. Il a pour mandat d'examiner :</p> <ul style="list-style-type: none">les projets de programmes d'études, nouveaux ou révisés, notamment au regard de leur pertinence et de leur harmonisation;les calendriers d'élaboration ou de révision des programmes d'études.	<p>Ministère de l'Éducation Marie-Dominique Taillon, sous-ministre adjointe du secteur de l'excellence scolaire et de la réussite éducative Jean-Sébastien Drapeau, directeur général de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle Alain Vigneault, directeur des programmes d'études et de l'évaluation en formation générale des adultes et en formation professionnelle, et directeur de l'offre de formation, des parcours et des services aux adultes par intérim Marie-Josée Lefebvre</p> <p>Externes Marc-André Thivierge, sous-ministre adjoint Développement et soutien des réseaux, ministère de l'Enseignement supérieur (MES) Christian Lavoie, directeur général des affaires collégiales (DGAC) par intérim, MES Ronald Bisson, chef du Service de la formation technique, direction des programmes de formation collégiale, DGAC, MES Jean-François Noël, directeur de la gestion de l'offre et formation continue, DGAC, MES Richard St-Pierre, directeur général des politiques d'emploi, de la planification et du marché du travail, secteur Emploi-Québec, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) Marc Beaudoin, directeur général, Conseil interprofessionnel du Québec Julie Poirier, directrice par intérim, Secrétariat de la Commission des partenaires du marché du travail Frédéric Lalande, directeur – Stratégie et qualification de la main-d'œuvre, Conseil du patronat Audrey Langlois, conseillère Main-d'œuvre et Économie, Fédération des chambres de commerce du Québec Marie-Ève Labranche, Manufacturiers et exportateurs du Québec Clémence Joly, analyste des politiques, Québec, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante – Section Québec Pierre Graff, président-directeur général, Regroupement des jeunes chambres de commerce du Québec) Lucie Roy, directrice générale, Commission scolaire Riverside Antoine Déry, directeur général, centre de services scolaire de Kamouraska – Rivière-du-Loup Yanik Arbour, directrice adjointe, École professionnelle de Saint-Hyacinthe Sylvain Blais, directeur général, Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue</p>	Aucun honoraire versé aux membres

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
		Mario Julien, Directeur des études Cégep de Jonquière Stéphan Larouche, adjoint à la vice-rectrice aux Affaires étudiantes et aux Études, Université de Montréal Guylaine Malaisson, directrice des Centres de formation, Université du Québec à Chicoutimi Louis Morneau, directeur des études, Collège Bart Julie Audet, conseillère syndicale, Confédération des syndicats nationaux Isabelle-Line Hurtubise, conseillère à l’action professionnelle – Éducation Centrale des syndicats du Québec Samuel-Élie Lesage, conseiller syndical, Centrale des syndicats démocratiques Mathieu St-Amand, direction de la vie syndicale, Maison de l’UPA Patrick Bérubé, directeur général, Association des collèges privés du Québec (membre observateur) Mathieu Lépine, coordonnateur aux affaires pédagogiques, direction des affaires éducatives, Fédération des cégeps (membre observateur) Marlène Gagné, conseillère à la formation professionnelle et à l’éducation des adultes, Fédération des centres de services scolaires du Québec (membre observateur) Laurence Mallette-Léonard, coordonnatrice aux affaires collégiales, Fédération étudiante collégiale du Québec (membre observateur) Anne-Marie Gervais, coordonnatrice de la planification et de l’information sur le marché du travail, direction du développement de la main-d’œuvre – Secteur Emploi Québec, MESS (membre observateur) Nicolas Dumont, direction de la veille et des orientations, Office des professions du Québec (membre observateur)	
Comité provincial Arts-études (CPAE)	Participer aux réflexions sur les orientations ministérielles concernant l’élaboration, la gestion et l’organisation des projets pédagogiques particuliers en arts (PPPA), soit : <ul style="list-style-type: none">donner son avis sur les orientations stratégiques, les normes d’organisation et les nouvelles règles relatives aux programmes Arts-études;donner son avis sur tout autre sujet relatif aux projets pédagogiques particuliers en Arts-études reconnus par le ministère de l’Éducation.	Ministère de l’Éducation Karine Leclerc Iolanda-Christina Ciurescu Externes Véronique Villeneuve, CSS De La Jonquière Amélie Hubert, CSS des Samares Geneviève Ménard, CSS des Affluents Amélie Martin-Caya, directrice d’école, CSS de la Région-de-Sherbrooke Sylvain Caron, Fédération des associations des musiciens éducateurs du Québec (FAMEQ) Chantale Marcil, Association québécoise des enseignants de la danse à l’école (AQEDE) Mylène Richard, Association Théâtre Éducation du Québec (ATEQ) Marc Laforest, Association des éducatrices et éducateurs spécialisés en arts plastiques (AQESAP)	Aucun frais (aucune rencontre pendant la période de référence)
Comité provincial Sport-études (CPSE)	Participer aux réflexions sur les orientations ministérielles concernant l’élaboration, la gestion et l’organisation des programmes en Sport-	Composition:	300 \$ pour couvrir les frais de repas d’une rencontre de travail

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
	<p>études (SE), soit:</p> <p>1. donner son avis sur les orientations stratégiques, les normes d’organisation et les nouvelles règles relatives aux programmes SE;</p> <p>2. donner son avis sur tout autre sujet relatif aux programmes SE reconnus par le ministère de l’Éducation.</p>	<p>3 représentants du MEQ; 5 représentants du volet sportif; 5 représentants du volet scolaire.</p> <p>Julie Rajotte (DEPS) Marie-Ève Dufour (DSLAP) Luce Mongrain (DSLAP)</p> <p>Anne Desjardins (Fédération Patinage Québec) Mathieu Chamberland (Soccer Québec) Yannick Mercier (Fédération Basketball Québec) Jonathan Ouellet (Fédération de natation du Québec) Sylvain Saindon (Fédération de baseball du Québec) Josée Paquet (École secondaire Antoine-de-St-Exupéry) Yannick Guay (École secondaire du Chêne-Bleu) Jean-Benoît Jubinville (École secondaire du Triolet) Stéphane Riverain (École secondaireArvida) Marie-Ève Ouellet (École secondaire du Rivière-du-Loup)</p>	<p>tenue à Québec le 14 décembre 2022</p>
Comité québécois sur le développement du hockey	<p>Identifier des pistes de solution et de formuler des recommandations pour que le Québec devienne un exemple de développement du sport et de ses athlètes.</p> <p>Établir un portrait de la situation du hockey au Québec, soulever les enjeux en matière de développement du hockey, identifier des pistes de solution afin d’assurer le développement du talent au hockey dans un cadre sain et sécuritaire et émettre des recommandations sur les actions à prioriser en cohérence avec les orientations ministérielles.</p>	<p>Marc Denis (président) Stéphane Auger Donald Beauchamp Dany Dubé Marc Durand (rédacteur) Yanick Gagné Guillaume Latendresse Martin Lavallée Albert Marier Caroline Ouellette Geneviève Paquette Stéphane Quintal Dominic Ricard Danièle Sauvageau Kim St-Pierre Jocelyn Thibault Francis Verreault-Paul Richard Gamache (DSLAP)</p>	<p>Quatre contractuels reçoivent des honoraires totalisant 30 040 \$.</p> <p>Une rencontre en personne a été planifiée en 2022-2023 (environ 1500 \$ par rencontre pour couvrir les frais de déplacement).</p> <p>Total : 31 500 \$</p>
Comité sur les situations complexes à risque de bris de service	<p>Le comité interministériel sur les situations complexes à risque de bris de services est composé de représentants du ministère de l’Éducation (MEQ), du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), du ministère de la Famille, de l’Office des personnes handicapées du</p>	<p>Ministère de l’Éducation Nathalie Crête Camille Châtelain Catherine Dion</p>	<p>Aucun honoraire versé aux membres</p>

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
	<p>Québec et de la Fédération des centres de services scolaires. Il découle de l’Entente de complémentarité des services entre le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l’éducation (Entente).</p> <p>Pour les années scolaires 2022-2023 et 2023-2024, le mandat du comité est de :</p> <p>Soutenir un dialogue, une communication entre le local, le régional et le national autour des situations complexes;</p> <p>Apporter des correctifs aux situations actuelles ou proposer des pistes de solutions afin de mieux desservir les élèves à risque de bris de service.</p>	<p>Angela Fragasso Valérie Pelletier</p> <p>Externes Mathilda Abi-Antoun, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Jennifer Drolet, MSSS Geneviève Poirier, MSSS Afshin Hojati, MSSS Steve Cornellier, MSSS Lolita Wilhelmy-Dumont, MSSS Mélinna Lord-Gauthier, Office de la protection des personnes handicapées du Québec Lucie Lestage Bourgogne, ministère de la Famille Karen Roberge, Fédération des centres de services scolaires du Québec</p>	
Comité tripartite (MEQ, MSSS-INSPQ, CNESST-IRSST)	<p>Le comité tripartite (MEQ, Commission des normes, de l’équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)-Institut de recherche Robert-Sauvé en santé et en sécurité du travail (IRSST), ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)-Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)) a été mis sur pied dans le but d’encadrer et d’autoriser les demandes émanant du réseau scolaire en matière de ventilation. Il a également pour mandat d’assurer une meilleure cohérence des actions réalisées par le Ministère en matière de qualité de l’air intérieur. Il offre une perspective de haut niveau en matière de santé et de sécurité en milieu d’apprentissage et de travail.</p>	<p>M. Martin Bérubé, directeur de l’expertise et de l’innovation (MEQ) Mme Caroline Monette, ingénieure, direction de la prévention-inspection – Rive-Nord (CNESST) M. Ali Bahloul, chercheur en prévention des risques chimiques, biologiques, mécaniques et physiques (IRSST) M. Christian Roy, Direction de la santé environnementale (MSSS) Dr Stéphane Perron, médecin spécialisé en santé publique et en médecine préventive (INSPQ) Dre Caroline Huot, médecin spécialisée en santé publique et en médecine préventive (INSPQ)</p>	Aucune rémunération
Comité-conseil sur l’évaluation des ressources didactiques (CCERD)	<p>Le CCERD recommande au ministre :</p> <ul style="list-style-type: none">les critères d’approbation du matériel didactique destiné à l’enseignement des programmes d’études au primaire et au secondaire;l’approbation, le cas échéant, du matériel didactique évalué par le Bureau d’approbation du matériel didactique (ensembles didactiques composés d’un manuel scolaire et d’un guide d’enseignement, ouvrages de référence d’usage courant tels que dictionnaires usuels, grammaires et atlas). <p>Le Comité-conseil doit également donner son avis au ministre sur toute question qu’elle ou il lui soumet relativement à l’évaluation, à l’approbation, à l’implantation et à la révision des ressources didactiques.</p> <p>Enfin, le CCERD peut saisir le ministre de toute question relative aux ressources didactiques. Il peut également solliciter et recevoir les observations et les suggestions de personnes ou de groupes sur toute</p>	<p>Ministère de l’Éducation : Nathalie Lemieux, coordonnatrice, Bureau d’approbation du matériel didactique</p> <p>Externes : Caroline McDonald, enseignante au préscolaire et au primaire, École primaire d’éducation internationale Caroline Taylor-Denoncourt, enseignante au secondaire, École secondaire de Cabano Geneviève Proteau, enseignante au secondaire, École secondaire De Rochebelle Marilyn Couture, enseignante au primaire, École du Perce-Neige Sabrina Jafralie, enseignante au secondaire, École Westmount High School Isabelle Leblanc, conseillère pédagogique, Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries Julie Bourdages, directrice de l’école primaire des Découvertes, Centre de services scolaire René-Lévesque Patrick Gagnon, directeur de l’école secondaire St-Damien, Centre de services scolaire de la Côte-du-Sud Jacinthe Malo, représentante des parents d’élèves (primaire), Fédération des comités de parents du Québec</p>	<p>Les membres de ce comité ne sont pas rémunérés.</p> <p>Frais de déplacement, de repas ou autres : 1 315,38 \$. Ces frais couvrent les déplacements pour les rencontres du 13 décembre 2022 et du 13 mars 2023.</p>

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
	question de cet ordre.	Marie-Hélène Talon, représentante des parents d’élèves (secondaire), Fédération des comités de parents du Québec Emmanuelle Bruno, vice-présidente à l’édition, Les Éditions CEC Carl Morissette, directeur général adjoint, Centre de services scolaire du Val-des-Cerfs Mireille Estivalèzes, professeure agrégée, Faculté des sciences de l’éducation - Université de Montréal	
Comités d’enquête	Le mandat des avocats est d’agir à titre de président du comité d’enquête constitué par le ministre, dans les cas suivants :		En date du 28 février 2023
	<i>Dans le cas d’une ordonnance judiciaire ou d’une accusation encore pendante</i>	Me Louis Masson Me David Ettedgui Me Pierre Chagnon Me André J. Roy	Me Masson : 9 380,00 \$ Me Ettedgui : 11 725,00 \$ Me Chagnon : 11 340,00 \$ Me Roy : 4 515,00 \$ Me Legault : 12 880,00 \$
	<i>Dans le cas d’une plainte en vertu de l’article 26 de la Loi sur l’instruction publique (LIP)</i>	Me Pascal Legault	Total : 49 840,00 \$
	Le mandat d’un comité d’enquête est d’établir si, à son avis, un enseignant faisant l’objet d’une plainte en vertu de l’article 26 de la LIP ou d’une ordonnance judiciaire ou d’une accusation encore pendante pour une infraction criminelle ou pénale, qui de l’avis du ministre, a un lien avec l’exercice de la profession enseignante, a commis une faute grave à l’occasion de l’exercice de ses fonctions ou un acte dérogatoire à l’honneur et à la dignité de la fonction enseignante.		
Commission de l’éducation en langue anglaise (CELA)	Émettre des avis au ministre de l’Éducation sur les questions relatives aux services éducatifs dans le secteur anglophone dans ses écoles primaires et secondaires de même que dans ses centres de formation professionnelle et d’éducation des adultes. Répondre aux demandes d’avis que le ministre lui adresse.	Président : M. Tino Bordonaro (2025) Membres : Noel Burke (2024) - Université McGill Lynn Butler-Kisber (2024) - Université McGill Jodie Callaghan (2024) - Odette Côté (2024) - Collègue Champlain Lennoxville Michael Di Raddo (2024) - Association provinciale des enseignant(e)s du Québec (APSQ) Steven Erdelyi (2024) - Académie Solomon Schecter Sabrina Jafralie (2024) - CS English Montreal Katherine Korakakis (2024) - Association des parents pour les écoles anglophones du Québec (APEAQ) Kandy Mackey (2024) - CS EasternTownships Marisa Mineiro (2024) - CS English Montreal Michael Murray (2024) - Président, CS Eastern Townships Sabrina Petrocco (2024) - CS English Montreal Chris Schaler (2024) - Quebec Federation of Home and School Associations	Tino Bordonaro : 24 000\$ Outre M. Tino Bordonaro, président, tous les membres de la CELA siègent à titre de bénévole. Aucun frais de déplacement remboursé en 2022-2023.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
		(QFHSA) Membre d’office: Marie-Josée Blais, SMA (MEQ)	
Groupe de concertation en adaptation scolaire (GCAS)	<p>Le GCAS constitue un lieu d’<u>échanges</u> et de <u>concertation</u> entre le ministère de l’Éducation (MEQ) et ses principaux partenaires visant à améliorer la réussite éducative des élèves handicapés ou en difficulté d’adaptation ou d’apprentissage (HDAA). En ce sens, il a pour mandat :</p> <ul style="list-style-type: none">• de permettre le partage de la vision des membres quant aux services à offrir aux élèves HDAA en réponse à leurs besoins;• d’alimenter les réflexions du MEQ et des partenaires quant aux orientations et travaux en matière d’adaptation scolaire;• de contribuer à la détermination et à la mise en œuvre d’actions porteuses de réussite;• d’assurer le plus large consensus possible sur les actions à mener;• de suivre l’évolution des travaux entourant la mise en œuvre des actions retenues par le MEQ et proposer, le cas échéant, des ajustements permettant d’améliorer les services aux élèves HDAA. <p>À cette fin, les membres du GCAS sont invités à :</p> <ul style="list-style-type: none">• présenter les actions planifiées ou réalisées par leur organisme qui favorisent la réussite éducative des élèves HDAA;• fournir aux autres membres, particulièrement au MEQ, un avis de pertinence sur les actions envisagées pour les élèves HDAA;• informer les autres membres des enjeux soulevés par leur organisation.	<p>Ministère de l’Éducation :</p> <p>Pascale Lemay, directrice générale des services de soutien aux élèves</p> <p>Pascale Porlier, directrice de l’adaptation scolaire</p> <p>Nancy Vallée, directrice des services éducatifs complémentaires</p> <p>Marilou Harvey, directrice du soutien au milieu scolaire et aux partenaires de l’éducation</p> <p>Mireille Abadie</p> <p>Kathie Robitaille</p> <p>Externes</p> <p>Julie René De Cotret, Association des commissions scolaires anglophones du Québec</p> <p>Patrice Filiatreault, Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)</p> <p>Lyne Ménard, Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ)</p> <p>Frédéric Greschner, Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ)</p> <p>Nancy Granger, Association des doyens, doyennes et directeurs, directrices pour l’étude et la recherche en éducation au Québec – Bureau de coopération interuniversitaire (ADEREQ-BCI)</p> <p>Christine Villiard, Association montréalaise des directions d’établissement scolaires (AMDES)</p> <p>Sébastien Joly, Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEQ)</p> <p>Lucille Doiron, Institut des troubles d’apprentissage (Institut TA)</p> <p>Carl Ouellet, Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE)</p> <p>Pierre Berger, Alliance québécoise des regroupements régionaux pour l’intégration des personnes handicapées (AQRIPH)</p> <p>Geneviève Genest, Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN)</p> <p>Louis-Philippe Tremblay, Conseil provincial du soutien scolaire (CPSS)-Syndicat canadien de la fonction publique (FTQ SCFP)</p> <p>Josée Roy, Fédération autonome de l’enseignement (FAE)</p> <p>Emmanuella Blé, Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ)</p> <p>Mary-Lou McCarthy, Fédération des centres de service scolaires du Québec (FCSSQ)</p> <p>Brigitte Raymond, Fédération des établissements d’enseignement privés (FEEP)</p> <p>Annie Charland, Fédération des employées et employés de services publics – Secteur soutien scolaire (FEESP, CSN)</p> <p>Sophie Massé, Fédération des professionnelles et professionnels de l’éducation (FPPE)</p> <p>Dominic Latouche, Fédération du personnel de soutien scolaire (FPSS, CSQ)</p>	Aucun honoraire versé aux membres

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
		Nicolas Prévost, Fédération québécoise des directions d’établissement d’enseignement (FQDE) Brigitte Bilodeau, Fédération des syndicats de l’enseignement (FSE, CSQ) Cynthia Cloutier, ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) Mélicca Lord-Gauthier, Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) Julie Tassé, Syndicat des professionnelles et professionnels Laval-Rive-Nord (SPPLRN) Lorraine Doucet, Société québécoise de la déficience intellectuelle (SQDI)	
Table conjointe spéciale Éducation LIPA-CIN (Nation crie)	Table de discussions avec les représentants de la nation crie ayant pour objectifs : <ul style="list-style-type: none">d’ouvrir un canal d’échanges afin de discuter des modifications législatives demandées par la nation crie à la Loi sur l’instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis (LIPA-CIN), et ce afin de répondre aux enjeux immédiats de la Commission scolaire crie (CSC);de permettre une meilleure compréhension des demandes et enjeux supplémentaires soulevés par la nation crie relativement à une modernisation plus approfondie de la LIPA-CIN et de son incidence sur la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.	<u>Ministère de l’Éducation et Gouvernement du Québec</u> Marie-José Thomas, administratrice d’État, ministère du Conseil exécutif ; Marie-Josée Blais, sous-ministre adjointe, secteur de la Diversité, des relations extérieures, des anglophones et des Autochtones, MEQ Josée Arseneault, directrice, Direction des relations avec les Premières Nations et les Inuit et de la nordicité (DRPNIN-MEQ); Annelise Jensen, conseillère, Pôle d’expertise sur les gouvernances en milieu nordique, Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit; Catherine Gélinau, conseillère, DRPNIN-MEQ; Sylvie Boulay, avocate, Direction du droit constitutionnel et autochtone, ministère de la Justice (DDCA-MJQ); Marie-Josée Verreault, avocate, DDCA-MJQ <u>Commission scolaire crie et Gouvernement de la nation crie</u> Dr Abel Bosum, négociateur, CSC Caroline Mark, directrice générale, CSC Stella Mast, négociatrice, Gouvernement de la nation crie (GNC) Melissa Saganash, directrice des relations Cris-Québec, GNC David Heritage, conseiller, CSC John Hurley, conseiller juridique, CSC Denis Blanchette, conseiller juridique, CSC	Aucun honoraire versé aux membres
Table de concertation Ministères-Universités sur la formation à l’enseignement (TMU)	Dans le respect des mandats et responsabilités du ministère de l’Éducation, du ministère de l’Enseignement supérieur ainsi que des universités, au regard de l’enseignement et de la recherche en éducation, les membres de la TMU poursuivent les objectifs suivants : <ul style="list-style-type: none">se tenir mutuellement informés de l’évolution des dossiers présentant des liens directs avec la formation des enseignantes et des enseignants ou, de façon générale, la profession enseignante;permettre aux membres de réfléchir ensemble à des dossiers de formation à l’enseignement, projetés ou en développement, d’en faire une analyse et une critique constructive et de contribuer à	Ministère de l’Éducation : Geneviève LeBlanc, co-présidente et directrice générale de la formation générale des jeunes et de la valorisation de l’éducation; Geneviève Beaumont-Frenette, directrice de la valorisation de l’éducation et des politiques de formation du personnel scolaire; Valérie Lepire, directrice de l’encadrement de la profession enseignante par intérim; Mireille Fleury, coordonnatrice à la direction de la valorisation de l’éducation et des politiques de formation du personnel scolaire; Stéphanie Charest, conseillère à la direction de la valorisation de l’éducation et des politiques de formation du personnel scolaire.	Les membres de la Table ne sont pas rémunérés.

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
	<p>leur mise au point;</p> <ul style="list-style-type: none">• identifier et réaliser en commun des activités de développement;• faire rapport des travaux et autres informations émanant de la TMU à leurs instances et en assurer la diffusion et les suivis pertinents.	<p>Ministère de l’Enseignement supérieur :</p> <p>Alice Ndayegamiye, cheffe du service des affaires académiques par intérim.</p> <p>Externes :</p> <p>Jean Bélanger, président de l'Association des doyens, doyennes et directeurs, directrices pour l'étude et la recherche en éducation au Québec (ADEREQ) et doyen de la Faculté des sciences de l’Éducation, Université du Québec à Montréal);</p> <p>Pascal Grégoire, directeur du Département et de l’UER en sciences de l’éducation, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue;</p> <p>Anne Lessard, doyenne, Faculté d’éducation, Université de Sherbrooke;</p> <p>Roma Medwid, directrice, Conseil de la formation des enseignants, Université Concordia;</p> <p>Alain Cadieux, directeur, Département des sciences de l’éducation, Université du Québec en Outaouais;</p> <p>Frédéric Deschenaux, directeur, Unité départementale des sciences de l’éducation, Université du Québec à Rimouski;</p> <p>Diane Gauthier, directrice, Département des sciences de l’éducation, Université du Québec à Chicoutimi;</p> <p>Annie-Claude Banville, directrice des études, de la formation et du développement académique, Université du Québec;</p> <p>Julie Desjardins, doyenne, École des sciences de l’éducation, Université Bishop’s</p> <p>Dilson Rassier, doyen, Faculté des sciences de l’éducation, Université McGill;</p> <p>Anabelle Viau-Guay, Doyenne, Faculté des sciences de l’éducation, Université Laval;</p> <p>Ahlem Ammar, doyenne, Faculté des sciences de l’éducation, Université de Montréal;</p> <p>Adel Dahmane, doyen des études, Université du Québec à Trois-Rivières;</p> <p>Caroline Brassard, directrice, Département Éducation, Université TÉLUQ;</p> <p>Marc-André Éthier, président du CAPFE;</p> <p>Pascale Lefrançois, vice-rectorat aux affaires étudiantes et aux études, Université de Montréal.</p>	
Table des gestionnaires du réseau scolaire sur les enjeux liés à la diversité ethnoculturelle, linguistique et religieuse	<ul style="list-style-type: none">• Favoriser le partage d’expertise et la mise en commun des pratiques favorables à l’intégration linguistique et à l’éducation interculturelle;• Identifier les forces, les progrès, les obstacles et les réalisations liés à la diversité ethnoculturelle linguistique et religieuse;• Consulter le réseau sur les divers enjeux;•	<p>Membres 2022-2023</p> <p>Julie Lavigne - Association des directions générales des commissions scolaires (ADGSQ)</p> <p>Geneviève Cadieux - Association montréalaise des directions d’établissement scolaire (AMDES)</p>	<p>Aucun honoraire versé aux membres lors de ces rencontres.</p>

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
en milieu scolaire	<p>Faire des recommandations au ministre dans les matières qui le requièrent.</p> <p>Les principaux objets de préoccupation portent sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• l’accueil et l’intégration des élèves issus de l’immigration;• la mise sur pied des services particuliers destinés aux élèves issus de l’immigration, comme le prescrit le régime pédagogique;• le soutien offert au milieu scolaire pour l’organisation des services;• la gestion en contexte de diversité en milieu scolaire et la mise sur pied de pratiques favorisant l’éducation interculturelle.	<p>Karine Labelle - Association québécoise des cadres scolaires (AQCS)</p> <p>Kino Métivier - Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE)</p> <p>Linda Pagé - Fédération québécoise des directions d’établissement d’enseignement (FQDE)</p> <p>Marie-Andrée Cloutier - Association of Administrators of English Schools of Quebec (AAESQ)</p> <p>Lucie Roy (Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ)</p> <p>Patrice Daoust (Fédération des établissements d’enseignement privés (FEEP)</p> <p>Marjorie Ménard, Fédération des centres de services scolaires du Québec (FCSSQ)Charles-Antoine Sévigny - ministère de l’Immigration, de la Francisation et de l’Intégration (MIFI)</p>	
Table du réseau éducatif anglophone (Table RÉA)	Fournir des recommandations d’actions concertées dans le cadre de l’Entente Canada-Québec relative à l’enseignement dans la langue de la minorité et à l’enseignement des langues secondes (ECQ)	<p>Marie-Josée Blais, SMA, ministère de l’Éducation (MEQ)</p> <p>Boyd Lavallée (MEQ)</p> <p>Nadia Ghagi (MEQ)</p> <p>Andrew Locatelli (MEQ)</p> <p>Katherine Korakakis, Association des comités de parents anglophones (ACPA)</p> <p>Russell Copeman, Association des commissions scolaires anglophones du Québec (ACSAQ)</p> <p>Dominic Di Stefano, Fédération des professionnelles et professionnels de l’éducation du Québec (FPPEQ)</p> <p>Peggy McCourt, Association des administrateurs des écoles anglaises du Québec (AAEAQ)</p> <p>Rob Buttars, Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ)</p> <p>Chantal Martin, Table des directeurs de la formation générale des adultes et de la formation professionnelle (TDFGAFP)</p> <p>Chantale Scroggins, Table des administrateurs des services éducatifs complémentaires (TASEC)</p> <p>Sébastien Joly, Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec (APEEQ)</p> <p>Stéphane Lagacé, Table des directeurs des services éducatifs anglophones (TDSEA)</p>	<p>Aucun frais réclamé pour les rencontres</p>
Table nationale sur la réussite éducative des élèves autochtones	Mise sur pied dans le cadre de la Politique sur la réussite éducative afin de permettre aux partenaires autochtones en éducation de se concerter en lien avec les besoins des élèves autochtones en formation générale des jeunes, des adultes et en formation professionnelle.	<p>Deborah House et Caroline Mark - Commission scolaire crie (CSC))</p> <p>Harriet Keleutak - Commission scolaire Kativik CSK))</p> <p>Martha Mary Shecanapish et Joseph Whelan - Comité d’éducation Naskapi)</p> <p>Marc-André Daigle - Commission scolaire Central Québec)</p> <p>Ana Osborne (Centre de services scolaire du Littoral)</p>	<p>Aucun honoraire versé. Aux membres</p> <p>Les dépenses sont remboursées s’il y a lieu lors de la tenue de</p>

Comité	Mandat	Personne	Honoraires 2022-2023
	Créer un lieu officiel de concertation entre le Ministère et les organisations autochtones en éducation.	<p>Bianca tremblay et Claudie Provencher - Centre de services scolaire de la Baie-James)</p> <p>Denis-Gros-Louis (coprésident) et Annie Gros-Louis - Conseil en éducation des Premières Nations (CEPN)</p> <p>Tanu Lusignan - Conseil scolaire des Premières Nations en éducation des adultes (CSPNEA)</p> <p>Josée Dion et Charles Hervieux-Savard - Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre huron-wendat (CDFM)</p> <p>Julie Basile et Marjolaine Tshernish (Institut Tshakapesh)</p> <p>Lisette Petiquay et Sylvie Roy Conseil de la Nation Atikamekw (CNA)</p> <p>Gilles Larouche et Josée Thibault (Centre Mitshapeu de Uashat)</p> <p>Amélie Lainé et Tanya Sirois - Regroupement des centres d’amitiés autochtones du Québec (RCAAQ)</p> <p>Richard Poirier - Association des directions générales scolaires du Québec (ADGSQ)</p> <p>Ruth Ahern - Association des directeurs généraux des commissions scolaires anglophones du Québec (ADGCSAQ)</p> <p>Isabelle Tremblay-Chevalier (FSE-CSE pour la Centrale des Syndicats du Québec)</p> <p>Pascal Héon et Daniel Dickey (Services aux Autochtones Canada (SAC).</p> <p>Représentants du SRPNIAA :</p> <p>Louis-Philippe Lacombe et Nathalie Gobeil</p> <p>Représentants du MEQ :</p> <p>Marie-Josée Blais, SMA</p> <p>Josée Arseneault (DRPNIN)</p> <p>Geneviève Gagné (DRPNIN)</p> <p>Marie-Laure Tremblay (DRPNIN)</p>	rencontres.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Le Conseil supérieur de l'éducation n'a aucun comité qui est formé par le Conseil exécutif, les ministères et organismes.

INSTITUT NATIONAL DES MINES
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l’opposition

QUESTION

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

RÉPONSE

Aucun honoraire n’est versé à un membre relativement à une participation à un de ces comités.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION
ÉTUDE DES CRÉDITS 2023-2024
Demande de renseignements généraux de l'opposition

QUESTION

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenues dans les plans d'action, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2022-2023 et l'état d'avancement de la mesure :

dd) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027

RÉPONSE

Le plan d'action Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027 a été lancé le 21 juin 2022.

Le plan contient 18 mesures qui s'articulent autour des axes d'intervention que sont l'accessibilité, la qualité de l'expérience et la promotion, ainsi qu'autour de travaux de suivis. Plusieurs mesures sont à coût nul.

Mesures	État d'avancement
Soutien pour s'inscrire dans un projet pédagogique particulier en milieu scolaire (aucun montant n'a été investi en date du 28 février. Les sommes seront versées rétroactivement aux organismes scolaires en 2022-2023 selon la reddition de compte qui sera faite en fin d'année scolaire.)	<ul style="list-style-type: none">La mesure prévoit un remboursement pouvant atteindre un maximum de 200 \$ pour les programmes pédagogiques particuliers.Le déploiement se fait depuis le début de la rentrée scolaire 2022 dans les centres de services et les commissions scolaires par l'entremise des règles budgétaires 15232 et 30090 (établissements d'enseignement privé agréés aux fins de subventions).
Programme de plein air pour les élèves du secondaire partout au Québec (EX3) (0,46 M\$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none">Le programme vise à soutenir les intervenants des milieux scolaires aux niveaux primaires et secondaires dans l'organisation d'activités de plein air dans le cadre d'activités parascolaires et scolaires sur l'ensemble du territoire québécois.Pour 2022-2023, la mesure est déployée en collaboration avec le regroupement des unités régionales de loisir et de sport.50 intervenants formés en 2020-2021
Mise en place de centrales d'équipements et création d'une banque de prêt de matériel avec géolocalisation (13,3 M\$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none">La mesure vise à bonifier les banques régionales et unités mobiles d'équipements, de favoriser la mise en place de nouvelles au besoin et de créer un réseau collectif de prêt de matériel avec géolocalisation.Toutes les régions du Québec bénéficient d'une centrale d'équipements.
Pour une culture du sport à l'école secondaire: soutien pour l'achat d'équipements et l'embauche d'entraîneurs (aucune somme prévue au plan d'action pour 2022-2023 pour cette mesure)	<ul style="list-style-type: none">Cette mesure permetl'achat d'équipements sportifs et récréatifs et l'embauche d'entraîneurs pour les équipes sportives dans les écoles secondaires.
Partage des infrastructures scolaires et municipales (aucune somme prévue au plan d'action pour 2022-2023 pour cette mesure))	<ul style="list-style-type: none">Cette mesure vise à accroître le partage des infrastructures scolaires et municipales dans toutes les régions du Québec en augmentant le nombre d'ententes de partage entre les municipalités et les centres de services

Mesures	État d'avancement
	<p>scolaires.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cette mesure est déjà en vigueur et est déployée par l'entremise de la règle budgétaire 30146. Le plan d'action vient la bonifier afin de permettre la conclusion de davantage d'ententes. • En date du 17 mars 2023, 6 ententes de partage ont été conclues et plusieurs sont en négociation.
Un soutien additionnel pour le loisir et le sport au Québec (1 M\$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none"> • Cette mesure est une bonification de l'aide financière octroyée au Regroupement du loisir et du sport du Québec pour la Maison du loisir et du sport, notamment pour palier à l'augmentation des coûts du loyer. • La mesure contribue au fonctionnement de l'organisme et lui permet d'assurer les services sous sa responsabilité.
Un appui vers le passage au numérique et l'utilisation des nouvelles technologies (0,07 M\$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none"> • Cette mesure vise à faire l'état des besoins en numérique et nouvelles technologies des fédérations sportives, organismes nationaux de loisir et organismes provinciaux multidisciplinaires de loisir et de sport.
Un accompagnement et du mentorat pour le développement professionnel des entraîneurs et des officiels (2,27 M\$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none"> • Cette mesure a permis la mise en œuvre de plusieurs initiatives dont la supervision et accompagnement des officiels, le soutien aux conseillers en développement de l'entraîneur et de son environnement, le soutien à l'engagement d'entraîneurs et des actions en faveur des officiels. • En date de février 2023, les démarches administratives ont été réalisées pour assurer la mise en œuvre de ces initiatives dont le déploiement est prévu à compter du printemps 2023.
Formations gratuites pour les surveillants-sauveteurs (4,3 M\$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none"> • La mesure vise à offrir des formations gratuites pour les surveillants-sauveteurs et moniteurs aquatiques afin de contrer la pénurie de main d'œuvre. • En 2022-2023, 162 fournisseurs aquatiques ont bénéficié de la mesure. • En date du 31 décembre 2022, les inscriptions pour les cours visés par la mesure ont augmenté de 9 % (sauveteur national piscine) à 744 % (moniteur en sauvetage) par rapport à 2021.
Réviser la Charte de l'esprit sportif et créer de nouveaux outils basés sur les valeurs positives du sport et du loisir (35 k\$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none"> • Cette mesure vise à réviser les outils pour promouvoir l'esprit sportif ainsi que les valeurs inhérentes à une pratique saine du loisir et du sport. • Cette mesure s'effectue en collaboration avec l'Université Laval afin d'élaborer la Charte. • En 2022-2023, les travaux ont d'abord permis d'identifier le partenaire afin de démarrer les travaux d'élaboration.
Planification stratégique concertée quant à l'accueil et à la promotion d'événements majeurs (aucune somme associée à cette mesure)	<ul style="list-style-type: none"> • Cette mesure vise à mieux prévoir et planifier les événements qui se produisent sur le territoire québécois afin de maximiser leur mise en valeur.
Une promotion axée sur le plaisir d'être actif et	<ul style="list-style-type: none"> • Pour donner le goût de pratiquer des activités

Mesures	État d’avancement
les bénéfices du plein air (aucune somme associée à cette mesure)	<p>physiques, sportives et récréatives, il est nécessaire de mettre en œuvre des stratégies de promotion adaptées aux personnes, aux organisations, aux communautés et aux groupes ciblés. Différents moyens seront utilisés pour joindre le plus grand nombre possible de personnes et leur rappeler toute l’importance de retrouver le plaisir de s’activer.</p> <ul style="list-style-type: none">• Par exemple, les activités de communication entourant la Journée nationale du sport et de l’activité physique.
Forum bisannuel (2500 \$ en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none">• La Rencontre sur le développement du sport au Québec se déroule aux deux ans.
Enquête annuelle sur la participation de la population québécoise à des activités récréatives et sportives à des fins de prévention des blessures (aucune somme en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none">• Cette mesure prévoit la refonte de l’Étude des blessures subies au cours de la pratique d’activités récréatives et sportives au Québec (ÉBARS). Cette enquête vise à estimer l’incidence des blessures subies au cours de la pratique d’activités récréatives et sportives au Québec selon l’activité pratiquée lorsque la blessure survient par rapport au taux de participation annuelle.
Veille sur les stratégies éprouvées et prometteuses pour promouvoir la pratique régulière d’activités physiques, sportives et de plein air (aucune somme en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none">• Cette mesure vise à assurer une veille stratégique sur la pratique d’activité physique, sportive et de plein air.• Des travaux préparatoires à la veille stratégique ont été effectués en 2022-2023 afin de faire les démarches administratives et juridiques pour la sélection d’un partenaire avec qui le Ministère collaborera pour réaliser la mesure.
Soutien pour l’accueil et la promotion d’évènements locaux, régionaux, provinciaux et nationaux (aucune somme prévue en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none">• Cette mesure prévoit soutenir les organisateurs d’événements sportifs locaux, régionaux, provinciaux et nationaux.
Enquête provinciale pour évaluer la pratique d’activités physiques, sportives et de plein air dans la population québécoise (aucune somme prévue en 2022-2023)	<ul style="list-style-type: none">• L’enquête provinciale pour évaluer la pratique d’activités physiques, sportives et de plein air dans la population québécoise sera réalisée en 2026-2027 et permettra de déterminer si la cible indiquée dans la Politique de l’activité physique, du sport et du loisir (PAPSL) a été atteinte.
Un portrait plus précis des personnes à engager ou à recruter (aucune somme associée à cette mesure)	<ul style="list-style-type: none">• Cette mesure vise à obtenir un portrait plus précis des personnes œuvrant dans le domaine du loisir et du sport et des besoins en matière de recrutement.

